

PERSPECTIVES
TUNISIENNES

Groupe
d'Études
et
d'Action
Socialiste

JUIN 1967 - N° 14

PERSPECTIVES
TUNISIENNES

groupe
d'études
et
d'action
socialiste
tunisien

SOMMAIRE

	pages
AU LECTEUR	3
TRIBUNE LIBRE Gauche tunisienne et Révolution arabe	4
INTERVIEW Deux marxistes parlent	9
TRIBUNE LIBRE La nature de notre régime	18
AU MOYEN-ORIENT La lutte doit continuer	33

Ce n'est pas seulement par la force des choses
que s'accomplira la révolution sociale,
c'est par la force des hommes,
par l'énergie des consciences,
des volontés.

FARHAT HACHED

AU LECTEUR

Nous poursuivons, dans ce numéro de notre revue, le débat que nous avons instauré entre les hommes et les tendances de la Gauche Tunisienne.

L'importance de ce débat et le retard pris dans la publication des différentes contributions — le dernier numéro de notre revue a été entièrement consacré aux événements qui se sont produits en décembre à l'Université de Tunis — nous amène à lui consacrer la totalité de ce numéro.

Une des deux tribunes publiées introduit une note nouvelle dans ce débat, en ce sens que son auteur se préoccupe d'insérer l'action de la Gauche Tunisienne dans le contexte du mouvement vers la libération nationale et le socialisme dans le Tiers Monde et plus particulièrement dans le Monde Arabe.

Quelques aspects fondamentaux de ce mouvement sont abordés dans deux interviews que nous avons recueillis auprès de deux personnalités arabes de Gauche.

Les problèmes d'Analyse et de Stratégie ne nous font pas négliger pour autant les problèmes politiques immédiats puisque ce numéro a été précédé de peu par un numéro de notre « nouvelle formule », numéro centré sur les problèmes d'actualité.

Tribune Libre

GAUCHE TUNISIENNE ET RÉVOLUTION ARABE

Notre époque n'est plus celle des mini-nations, mais celles des grands ensembles, des Etats de dimensions continentales : voilà un lieu commun qui, d'un bout à l'autre de la planète, est aujourd'hui plus que largement admis. Il est admis par toutes sortes de gens, de mouvements politiques, de courants idéologiques, sur la base de principes apparemment divers mais qui tendent en réalité à converger vers une constatation centrale. L'accent est en effet mis avant tout sur la prise en considération des déséquilibres internationaux entre grands et petits, et sur la nécessité de remédier à cette situation et de lutter contre les inégalités qui en découlent en faisant en sorte que soient mises en présence dans le monde des unités politiques (des Etats) de puissance grosso modo égale.

Il s'agit là de considérations dictées par le simple bon sens et traduisant la plus légitime des aspirations : l'aspiration à l'égalité entre les communautés humaines qui se partagent la surface de la Terre. Une telle aspiration ne se discute pas : elle va de soi pour ainsi dire ; la revendication de l'égalité, dans ce domaine notamment, est à elle-même sa propre justification.

Mais au-delà de cette façon courante, élémentaire, de poser le problème, une pensée de gauche se doit d'aborder la question en des termes plus rigoureux.

Le socialisme scientifique a pour objectif la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce qui lui évite d'être, dans cette lutte, un simple vœu pieux, une aspiration utopique, c'est la vision du monde qui est celle du matérialisme historique. Celui-ci a notamment mis à nu, contre les illusions de l'humanitarisme idéaliste, le fait que la loi essentielle des relations entre groupes humains (entre classes sociales en particulier, mais pas seulement) est la lutte, une lutte impitoyable dont l'issue est déterminée par le **rapport des forces** en présence. Le groupe défavorisé ne peut modifier à son propre profit la situation que s'il renverse en sa faveur ce rapport des forces de manière à devenir capable de s'imposer face au groupe favorisé. La suppression des rapports de domination entre groupes ne dépend ni du désir des uns, ni de la bonne volonté des autres, ni de l'harmonieuse entente entre tous, mais de cette **capacité** des dominés de transformer radicalement les rapports de production en révolutionnant de fond en comble la répartition de ces facteurs de puissance que sont la richesse, le pouvoir et la culture. Cette transformation structurelle ne peut réussir véritablement, c'est-à-dire aboutir à une extirpation durable de l'exploitation, que s'il s'instaure précisément un nouveau rapport de forces, tel que, face à l'incessant danger de réapparition de l'oppression, ceux que cette réapparition menace soient à même de s'y opposer efficacement. En attirant l'attention sur toute la différence entre abolition réelle et abolition formelle de l'exploitation, entre démocratie réelle et démocratie formelle, entre égalité réelle et égalité formelle, entre désaliénation réelle et désaliénation formelle, le matérialisme historique a dénoncé de dangereuses mystifications et ouvert les yeux sur des vérités de base : à savoir que la faiblesse ne pardonne pas et que seule la force peut tenir tête à la force.

Appliquée aux relations internationales, cette conception, qui ne consisterait qu'en une série de banalités si elle n'était si souvent perdue de vue, entraîne un certain nombre de conséquences logiques inéluctables. Un homme de gauche est obligé de constater, comme tout le monde d'ailleurs, que la division de l'Humanité en une multiplicité de sociétés-Etats est, dans l'horizon historique qui est le nôtre (dans ce que Marx appelait la préhistoire de l'homme), partie intégrante de la condition humaine même. Que peut-il alors revendiquer, de son point de vue d'internationaliste, sinon l'égalité entre ces sociétés-Etats ? Or il sait mieux que quiconque que, dans l'arène internationale plus nettement peut-être qu'ailleurs, toute égalité reste purement formelle tant qu'elle n'est pas rendue possible par le rapport des forces, c'est-à-dire tant qu'elle ne met pas en présence des entités étatiques de puissance plus ou moins équivalente. C'est pourquoi, comme il existe déjà des géants qui sont de vrais continents, l'homme de gauche ne peut qu'être favorable, sans aucune réserve et le plus activement possible, à la formation de grands ensembles à la place des mini-nations.

Il est irresponsable, criminel même, de ne pas engager à fond la lutte dans ce sens. D'abord parce que, sur la base des principes les plus simples et les plus généraux, il n'y a évidemment aucune raison de laisser s'établir entre les collectivités humaines, en matière de puissance, des écarts tels que, à plus ou moins long terme, le résultat finit toujours par être la domination des uns par les autres. Ensuite parce que cette domination, quelle qu'en soit la forme, handicape la lutte révolutionnaire interne elle-même, en canalisant naturellement les énergies vers des affrontements internationaux qui faussent tous les problèmes de la lutte de classes. Toute l'expérience historique de la colonisation est là pour nous l'apprendre : d'une part, il n'est pas d'oppression plus abjecte que celle qui s'abat sur les masses d'une société soumise au joug d'une autre société, la situation coloniale (au sens le plus large) étant caractérisée par la double exploitation que l'on sait ; d'autre part, les conflits sociaux au sein des peuples dominés tendent naturellement à s'estomper au profit de l'union nationale dans la bataille anti-impérialiste, tandis que dans les pays dominants l'impérialisme parvient toujours à entraîner malgré tout derrière lui l'ensemble de la société par le phénomène bien connu des miettes qu'il distribue à droite et à gauche.

Les conditions dans lesquelles se côtoient ainsi, sur l'échiquier mondial, des faibles et des forts, des colonisables et des colonisateurs — effectifs ou en puissance — ne sont donc nullement propices au développement, à l'intérieur des collectivités en présence, de la lutte sociale dans laquelle le socialiste place son espoir de libération humaine. Mais bien sûr ces conditions handicapent également, et par là-même, la lutte de classes à l'échelle internationale : un siècle d'échecs des tentatives de donner sérieusement corps à l'internationalisme prolétarien suffisent à démontrer que, pour diverses raisons dont peut-être la plus importante est justement l'existence de ces rapports d'inégalité entre Etats, il est au fond impossible d'unir réellement les opprimés par-dessus les frontières tant que certaines sociétés en dominent d'autres.

Par conséquent, un homme de gauche a toutes les raisons d'œuvrer résolument pour la constitution des grands ensembles susceptibles de s'imposer dans la vie internationale comme partenaires à part entière, comme protagonistes égaux. Mieux encore : il se doit de donner à un tel objectif la primauté dans l'ordre des priorités. Car il y a lieu de se demander par quelle aberration on peut se préoccuper de libérer les déshérités en Tunisie, au Vénézuéla, en Côte-d'Ivoire, au Cambodge, etc., de l'exploitation bourgeoise autochtone, sans veiller à leur garantir un avenir qui les mette à l'abri de l'oppression étrangère ! Et comment assurer une telle garantie sinon en intégrant le peuple tunisien, vénézuélien, ivoirien, cambodgien, etc., dans de vastes entités ayant un potentiel de nature à leur permettre d'échapper au sort de proie qui guette toute nation faible ? A quoi cela peut-il rimer de faire une révolution, même idéale, dans un petit pays, si celui-ci, cité parfaite d'hommes libres et égaux, est en bloc exposé à plus ou moins long terme à tomber sous le joug de telle ou telle grande puissance ? En d'autres termes, le prolétaire tunisien, vénézuélien, ivoirien, cambodgien, etc., est en tant que tel soumis à une oppression intra-nationale dont il a à se débarrasser par la lutte de classe dans le cadre national ; mais en tant que citoyen, il voit son destin irrémédiablement lié à celui de sa Tunisie, de son Vénézuéla, de sa Côte-d'Ivoire, de son Cambodge, etc., lesquels risquent d'être soumis — s'ils ne le sont déjà — à une domination extérieure contre laquelle il n'y a de protection que dans l'intégration au sein d'un macro-Etat capable de défendre dans l'arène mondiale.

C'est que la scène planétaire — il faut bien s'en rendre compte — continue et continuera longtemps à être — répétons-le — le domaine par excellence du règne des plus forts et de la soumission des plus faibles. L'histoire ne s'est pas, à cet égard, fondamentalement modifiée ; elle n'a pas cessé d'être la perpétuelle chronique de la vocation des plus puissants à établir leur emprise sur les plus vulnérables et de la tendance de ceux-ci à se laisser subjugués. Ce processus ne s'est évidemment pas arrêté à ce qu'on appelle la décolonisation : d'aucuns, obnubilés par la multiplication des « indépendances », oublient que la dialectique de l'inégalité et de l'égalité entre communautés humaines non seulement continue à opérer, mais encore s'exaspère ; jamais l'écart entre géants d'une part et nains d'autre part n'a autant aggravé la situation de l'humanité et compromis les chances de ceux qui s'avèrèrent incapables de résister dans la compétition. La loi qui a présidé à la naissance et à l'évolution du phénomène colonial sous ses aspects multiformes n'a pas cessé de jouer, bien au contraire : il ne peut pas y avoir et il n'y aura pas d'égalité entre Etats mastodontes et Etats lilliputiens ; seul le rapport des forces déterminera en dernière analyse, comme il l'a fait dans le passé, la répartition des pertes et des profits — pour parler ainsi — à la surface de la terre ; et il n'y a rien à espérer — insistons-y — pour ceux qui n'auront pas la puissance nécessaire pour se faire leur place au soleil.

Ainsi réclamée par la structure géo-politique du monde moderne, la formation de grands ensembles est par ailleurs rendue aussi impérative par les **exigences économiques et technologiques** de notre temps. C'est là un point dont on tend désormais à prendre conscience dans des milieux si nombreux et d'une façon si agüe qu'il est superflu d'insister outre-mesure là-dessus. Rappelons seulement que l'unanimité est aujourd'hui à peu près réalisée sur le fait que les dimensions optima pour un fonctionnement satisfaisant et un développement suffisant sont à présent très grandes et ne cessent d'augmenter, que l'on envisage l'unité économique de base (la firme) ou l'ensemble de firmes (la société globale). Et citons un seul exemple entre mille : récemment deux experts internationaux en matière de lutte contre le sous-développement (Josué de Castro et Maurice Guernier), énumérant « Dix propositions » (LE MONDE du 9-3-67, page 20) relatives aux moyens de promouvoir le progrès économique dans le « Tiers-Monde », plaçaient les « regroupements régionaux et continentaux » en tête de la liste des conditions préalables à toute croissance réelle.

Que l'élargissement du cadre géo-démographique soit éminemment favorable à l'élévation du niveau des forces productives, voilà ce que personne en vérité n'a jamais mis en doute. En particulier, les fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, ont approuvé l'idée de l'unité allemande et celle de l'unité italienne, quelle que fût leur opposition aux régimes sous l'égide desquels s'accomplissaient ces unifications.

Si par la suite le mouvement socialiste s'est le plus souvent montré indifférent ou hostile à la constitution de vastes ensembles, c'est pour deux raisons principales.

La première est l'inertie de la pensée socialiste lorsque la social-démocratie l'a appauvrie et diluée et que le stalinisme l'a déformée et figée. Cette pensée avait largement participé au XIX^e siècle au débat général concernant ce qu'on appelle « le mouvement des nationalités » ; il s'agissait alors de repérer, sur la carte d'une Europe à la structure politique encore fluide, les populations qui, présentant suffisamment d'homogénéité et de personnalité, pouvaient prétendre à la dignité de « nation » et donc à un Etat propre : l'Etat était conçu comme la forme d'existence de la nation. Cette optique a persisté jusqu'au XX^e siècle, jusqu'en pleine deuxième moitié de ce siècle, alors que les termes du problème ne sont plus du tout les mêmes : les impératifs politiques et économiques dont nous avons parlé posent maintenant le problème de la naissance et de la disparition des Etats d'une manière tout à fait nouvelle, assez indépendamment de la « question nationale » proprement dite. Désormais, il s'agit plutôt d'examiner la nécessité, la possibilité et les conditions de la fusion des petites collectivités — nations ou pas — dans de grandes entités étatiques qui peuvent être et qui sont, en règle générale, supra-nationales. Malgré cela, bien des socialistes de toutes nuances ont continué à discuter les problèmes de l'unité arabe, africaine, latino-américaine, etc., en se demandant s'il existe ou non une nation arabe, africaine, latino-américaine, etc. De telles discussions de caractère assez fréquemment byzantin, atteignent au pur grotesque quand des communistes, qui ne doutent évidemment pas un seul instant du bon droit de l'U.R.S.S. à l'existence comme Etat multi-national, s'efforcent de s'opposer au mouvement d'unification de telle ou telle catégorie de peuples sous prétexte qu'ils ne forment pas une nation (le Monde Arabe a été leur cible préférée le plus fréquemment).

La deuxième raison réside dans le rôle de l'idéologie soviétique. Comme Etat de dimensions considérables, l'U.R.S.S. avait dès sa naissance intérêt à n'avoir affaire qu'à des Etats aussi petits que possible ; car il est de la nature d'un Etat, quel qu'il soit, de ne pas pousser réellement à l'émergence de partenaires aussi « musclés » — à plus forte raison plus musclés — que lui (cela explique, soit dit en passant, l'essentiel des vicissitudes par lesquelles est passée l'évolution des rapports sino-soviétiques) ; tout Etat préfère au contraire, bien entendu, voir le monde autour de lui demeurer atomisé ou s'atomiser davantage si possible. D'où l'attitude soviétique foncièrement hostile aux unifications, répercutée un peu partout par les P.C.

Les « subtilités » de cette idéologie ? Tout d'abord, la conception stalinienne de la question nationale visait, sous des dehors ultra-démocratiques quant au droit des « nations » allogènes à disposer d'elles-mêmes, à atteindre un but précis : empêcher que les peuples musulmans de l'ex-empire tsariste, qui avaient des chances de s'unifier sous le leadership des Tatars, ne finissent par constituer un bloc qui aurait été pour les Russes un interlocuteur autrement plus coriace que la poussière de micro-populations que les dirigeants de Moscou se sont efforcés de **distinguer** ; la recherche pointilleuse, par Staline, des « nations » à différencier et à ériger en unités autonomes, devait justifier la substitution d'une multitude d'entités minuscules à l'ensemble centre-asiatique qui était en formation. Ensuite, l'idéologie soviétique agissait en encourageant cet énorme gaspillage d'énergies, ce brouillage constant des cartes, qu'étaient les interminables discussions sur la « question nationale », sur le problème de savoir qui était et qui n'était pas une « nation » : nous avons vu plus haut à quel point il y avait là un débat hors-sujet qui ne pouvait que faire diversion, la question n'étant pas — répétons-le — de savoir si les Arabes — par exemple — sont une nation mais s'ils peuvent et doivent construire un Etat arabe uni.

C'est que l'U.R.S.S. — on ne saurait trop le dire et le redire — a une politique d'Etat qui suppose certaines exigences et entraîne certaines implications. Une seule illustration suffira à ce sujet. L'U.R.S.S. a vu en 1956 la situation mal tourner pour elle en Hongrie (et cela est une constatation indépendante de ce que l'on peut penser de ces événements) : elle est purement et simplement intervenue militairement dans ce pays. Actuellement, la même Union Soviétique ne fait pas mystère de sa rage devant la tournure prise par ce qui a lieu en Chine : mais elle ne peut aller plus loin que l'expression platonique de son mécontentement, car la Chine est un gros morceau, car la Chine représente environ sept dizaines de Hongrie. Comme l'U.R.S.S. pourrait-elle ainsi souhai-

ter avoir affaire à un Etat capable de lui résister plutôt qu'à un Etat susceptible d'être facilement mis au pas ? Comment cette puissance, qui a des intérêts à prendre en considération et un jeu international à mener, pourrait-elle ne pas préférer une Hongrie à un Etat balkanique, un Etat tibétain à la Chine unie l'Egypte à un grand Etat arabe, etc. ?

La constitution de grands ensembles s'impose par conséquent pour des raisons d'égalité dans le monde et pour des raisons de libération de l'essor des forces productives. Mais cela ne signifie nullement qu'il s'agit de tracer arbitrairement sur la carte les contours de n'importe quelle zone tant soit peu vaste, puis de proclamer que cette zone doit s'unir. Il faut au contraire chercher à délimiter des aires qui, en plus de l'importance de leur potentiel et de leur capacité de s'ériger en unités étatiques de grande envergure, puissent accuser chacune des traits la rendant apte à constituer un ensemble viable, c'est-à-dire ni artificiel, ni antihistorique, ni contre-nature. C'est là qu'intervient le facteur culturel (au sens le plus large) : il faut tenter de constituer chaque entité autour d'un certain axe de parenté culturelle, même relative.

Dans cette perspective, il est clair que la Tunisie appartient à une famille culturelle bien précise : **la Tunisie est arabe**. Cela ne souffre pas de discussion, malgré la tentative de certains mystificateurs (des historiens et des orientalistes occidentaux notamment) de nous convaincre que nous sommes carthaginois (! ?), et malgré les velléités « franco-phones » dont il faudrait rire s'il n'y avait lieu d'en pleurer. Ce n'est pas à dire que les diverses régions du Monde Arabe n'ont pas acquis, au cours du processus de balkanisation qu'elles ont subi, des caractéristiques qui leur confèrent respectivement une certaine originalité. De telles différenciations existent. Mais le problème est ailleurs : il s'agit de réaliser que, — si la Tunisie, l'Egypte, l'Irak etc., doivent cesser de demeurer des nains isolés, handicapés et vulnérables — la « structure d'accueil » naturelle qui s'offre à eux est celle de ce vaste ensemble qui va de l'Océan Atlantique au Golfe Persique.

Ce n'est pas le moindre paradoxe de notre situation que d'avoir un peuple aussi purement et profondément arabe que certains de ses dirigeants sont bâtards et font tout pour singer l'Occident. Gageons que ce peuple finira par se révolter contre cet état de choses et tout spécialement contre la véritable entreprise de francisation à laquelle il est actuellement soumis, dans le but notamment de le couper du reste du Monde Arabe. Ce ne sont là ni de purs souhaits ni de simples slogans, mais l'expression de la conviction que cet aspect de la situation tunisienne est capital : la dimension arabe de la vie et de la conscience nationale est l'une des variables qui conditionnent et conditionneront de plus en plus l'évolution de notre pays, et la gauche perd beaucoup à ne pas y attacher toute l'importance qui convient (ce point sera développé plus loin).

Le problème de l'insertion de la Tunisie dans un grand ensemble, c'est donc le problème de **l'unité arabe**. De tous les peuples balkanisés, les peuples arabes se présentent, aux yeux de la majorité des observateurs, comme ceux qui sont restés le plus inconsolables d'avoir perdu leur unité. L'aspiration au rétablissement de cette unité est ici exceptionnellement vivace, pour la raison très simple que, à la différence de l'Afrique, de l'Amérique latine, du Sud-Est asiatique, etc., nous sommes là en présence d'une zone qui a été **effectivement** unie dans un passé guère très éloigné. Nulle part la revendication unitaire, surtout au Maghreb bien entendu mais à notre avis au Maghreb également, n'est aussi forte et aussi omniprésente au niveau de la politique quotidienne même. En outre, pour des raisons historiques qu'il serait trop long de rappeler, l'unité arabe est un phénomène que l'étranger prend, quoiqu'on en dise, bien plus au sérieux que les autres idées unitaires (Afrique, Amérique latine, etc.). L'Occident en particulier, cet Occident chez qui survit sans aucun doute possible la mentalité des Croisades, **crain**t la possibilité de l'unification du Monde Arabe : en 1956, on a pu dire en Occident — en France entre autres — que, derrière le Président Abd-Ennacer et sa récupération de Suez, se profilait le spectre de la renaissance d'un « empire arabe ».

C'est là quelque chose de révélateur quant à l'importance historique de l'unité arabe. Mais celle-ci apparaît, sur le plan objectif et indépendamment de la vision que peuvent en avoir les uns et les autres, comme un fait essentiellement progressif. Si l'on évalue en effet par référence aux réalités du Monde Arabe et non par rapport à un idéal abstrait, on y voit un mouvement qui s'est grosso modo fait le fossoyeur des structures archaïques, des survivances féodales et de l'emprise bourgeoise (dans son sens classique) ; le mot d'ordre de l'unité s'associe indissolublement dans la conscience et les luttes des masses arabes au combat anti-impérialiste et anticapitaliste les plus conséquents qui aient jamais été menés jusqu'à présent dans cette partie de la planète.

Le Maghreb, dont la position en retrait concernant la tâche de l'unification est bien sûr le résultat de circonstances historiques dont la plus importante est de loin la colonisation, a tout à gagner à rejoindre pour de bon le mouvement unitaire général. Plusieurs considérations militent en faveur d'une telle affirmation. En premier lieu, divers analystes s'accordent aujourd'hui à dire que les grands points de résistance à l'offensive impérialiste à travers le globe sont, dans toute la période que nous commençons à vivre et qui sera longue, les régions du Sud-Est asiatique, de l'Amérique latine et du Moyen-Orient. L'Europe est déjà, malgré les velléités gaullistes de résistance, profondément pénétrée par le capital américain et empêtrée dans des contradictions qui ne lui permettent guère de tenir réellement tête face à cette offensive. L'Afrique est presque unanimement reconnue comme aire structurellement défavorisée quant aux possibilités d'échapper à l'emprise américaine, malgré toutes les péripéties qui peuvent nuancer cette ligne centrale de son évolution. Le Maghreb se trouve alors coincé entre deux zones de faible résistance ce qui ne peut que nous encourager à chercher une issue de nature à nous éviter de subir les conséquences à long terme de ce coïncage. Jeter le pont avec la région explosive du Moyen-Orient constitue par conséquent une opération que le calcul stratégique le plus élémentaire exige de toute urgence.

En second lieu, ce Moyen-Orient connaît en ce moment des mutations en profondeur qui sont de la plus haute importance. Pour ne citer qu'un exemple se situant au niveau des bouleversements idéologiques, sachons que le public cultivé — et en particulier les jeunes — tendent actuellement, comme en témoignent les statistiques des éditeurs arabes, à ne plus demander et à ne plus consommer que de la littérature progressiste, ou presque : l'attrait du socialisme a passé pour ainsi dire le cap ; le marxiste tient dans cette vogue une place de choix. Les résultats à court ou à moyen terme ne peuvent qu'être décisifs. On ne peut évidemment en dire autant du Maghreb.

Néanmoins, cela ne veut pas dire que le Maghreb n'a rien à apporter au mouvement de l'unité arabe. La gauche maghrébine a une largeur de vues, une ouverture sur le monde et une expérience historique que le Machreq reconnaît en général sans hésitation.

La gauche tunisienne peut précisément contribuer grandement, en faisant sienne la cause de l'unité arabe, à donner à celle-ci un contenu de plus en plus révolutionnaire. Cela est possible si l'on part de l'idée que, dans chaque société arabe, seules ont intérêt à empêcher l'unification les couches dont les privilèges pourraient être menacés par la modification du statu quo issu de la balkanisation. Les groupes dirigeants dans leur ensemble se comportent en fonction de raisonnements qui rappellent l'adage :

Mieux vaut occuper le premier rang dans un village que d'être au second à Rome.

Plus on descend l'échelle sociale vers les masses les plus déshéritées, moins il y a d'appréhensions ou d'objections vis-à-vis de l'unité, celle-ci ne présentant guère, aux yeux de ceux qui n'ont que leurs chaînes à perdre, aucun risque ni aucune « aventure ». Bien au contraire, nous avons vu que les perspectives d'élévation du niveau des forces productives qu'ouvrirait l'unification sont telles qu'elles maximisent les chances de développement et de satisfaction des besoins populaires. Le programme que la gauche tunisienne pourrait donc — et devrait — élaborer concernant l'unité arabe aurait pour proposition centrale l'idée que c'est à travers une lutte de classes intransigeante que doit se préparer l'unification. Cette lutte n'épargnerait pas plus la bureaucratie que les possédants de toutes sortes. Les objectifs de l'unité et du socialisme seraient ainsi organiquement liés et se renforceraient mutuellement : l'unité, à laquelle seules les masses exploitées sont favorables réellement et sans réserves, ne pourrait se concevoir autrement qu'à travers la lutte pour un socialisme radical, c'est-à-dire très largement égalitaire ; tandis que ce socialisme, avec la gigantesque tâche de développement qui l'attend, ne saurait être envisagé dans le cadre étiqué de ces bourgades que sont le Liban, la Tunisie, l'Égypte, etc.

L'élaboration d'un tel programme de l'unité arabe est pour la gauche tunisienne un impératif urgent. Car il faut bien se rendre compte que, sans cela, l'arabisme — qui, on le sait, est loin d'être absent de la vie tunisienne mais couve au contraire dans des courants fort importants et sous des formes parfois virulentes — serait abandonné à la droite, avec tous les dangers que cela comporte. En effet, le courant « arabe » risque d'apparaître, avec celui de la bourgeoisie libérale opposée à la politique de planification, comme le candidat le plus sérieux à la relève de l'équipe dirigeante actuelle, qui est visiblement essoufflée. Il risque même d'être le seul candidat sérieux à long terme, étant donné qu'il est le mieux placé pour acquérir une certaine sympathie de la part des masses et pour se servir de cet instrument décisif qu'est l'armée. La gauche n'a donc pas de temps à perdre : elle doit sans tarder apparaître comme le porte-drapeau réel du mot d'ordre d'une **unité révolutionnaire du monde arabe**.

Pour ce faire, l'une des premières initiatives à prendre consiste, pour la gauche tunisienne, à reconvertir son action sur deux plans principaux : d'une part, orienter son travail plus seulement vers les intellectuels, mais aussi et surtout vers les ouvriers, les paysans et les soldats et officiers perméables — de par leur origine sociale ou pour toute autre raison — à la propagande unitaire-révolutionnaire ; d'autre part — et ce n'est là qu'un corollaire de ce qui précède —, s'adresser à ces milieux dans leur langue, l'arabe.

INTERVIEW

Il est plus que jamais nécessaire pour la gauche tunisienne et maghrébine de se tenir au fait de l'évolution des événements dans le Monde Arabe en général et dans l'Orient Arabe en particulier et d'être capable d'en saisir la portée globale. En effet il apparaît de plus en plus clairement que la gauche maghrébine ne saurait indéfiniment ignorer ou sous-estimer les données de la grande bataille qui se livre en ce moment en Orient Arabe. Elle en est partie prenante. L'attitude des dirigeants maghrébins actuels qui éprouvent continuellement le besoin de se situer par rapport à cette bataille montre à la gauche maghrébine avec suffisamment de clarté la voie à suivre : elle doit sans plus tarder non seulement s'informer mais bien plus assumer le rôle actif qui lui revient dans cette bataille, en fonction de ses options fondamentalement anti-impérialistes.

C'est pourquoi nous avons estimé utile de demander à deux militants marxistes arabes particulièrement bien informés et compétents leur appréciation sur la situation. Les vues qu'ils expriment sur le devenir de la Révolution Arabe et l'évolution probable qui l'oppose aux tenants de l'impérialisme, si elles se rejoignent sur les objectifs principaux ne manquent pas de diverger sensiblement quant aux voies à emprunter pour y parvenir. C'est dire toute la complexité de la situation et l'immense travail d'élaboration et de recherche active qui s'impose encore à la gauche arabe tout entière pour que soient enfin dominés les problèmes généraux et définie une stratégie d'ensemble capable de faire triompher la ligne révolutionnaire.

Nous croyons que ces deux points de vue en dépit des différences d'appréciation qu'ils reflètent permettront aux militants arabes et maghrébins en particulier de poursuivre un débat déjà engagé sans doute mais qu'il conviendrait de relancer avec une vigueur nouvelle.

DEUX MARXISTES PARLENT

QUESTION

I. Comment qualifierez-vous aujourd'hui la situation intérieure de la R.A.U. ? Pensez-vous que le régime égyptien continue à pratiquer une politique de bascule entre la gauche et la droite ou bien qu'il a opté résolument pour une politique révolutionnaire ? Croyez-vous, en particulier que l'Union Socialiste Arabe peut devenir réellement une formation populaire où les forces sociales favorables au socialisme auraient la prépondérance ? Ou bien ne s'agit-il que d'un appendice de l'Etat dominé par la bureaucratie ?

REPONSE A

a) La naissance de la bourgeoisie égyptienne pendant la période d'avant-guerre et son développement au cours de la période consécutive à la deuxième guerre mondiale ont contribué puissamment à l'apparition d'une élite intellectuelle importante. Celle-ci sera pourtant déçue faute de débouchés correspondant à ses capacités. C'est pourquoi l'on peut dire qu'à cette époque s'instaure en Egypte un véritable chômage intellectuel. Les conséquences en seront pour cette petite bourgeoisie intellectuelle une radicalisation de ses options idéologiques. Mais il faut bien admettre qu'en définitive ce mouvement se solde par un constat d'échec. En effet cette élite proprement urbaine n'a pas su faire de la situation globale égyptienne une analyse correcte incluant et faisant prévaloir la dominance réelle du facteur paysan. Elle s'est limitée au cadre strictement urbain voire exclusivement petit-bourgeois intellectuel. De plus, circonstance aggravante, cette absence remarquable dans le Rif a été très habilement exploitée par les Frères Musulmans qui y ont rencontré et y rencontrent encore un succès durable source de nombreuses difficultés pour le régime actuel.

En outre, paralysée en mouvements rivaux, cette élite n'a pas su trouver une base idéologique commune, n'a pas été capable de s'unir autour d'un programme d'action politique. De la sorte elle a ouvert indéniablement la voie à une force tierce, pouvant jouer un rôle arbitral : L'ARMEE petite-bourgeoise a servi de fer de lance à ce mouvement.

b) Il faut bien voir que le régime instauré au lendemain de juillet 1952 n'est pas un régime par essence révolutionnaire. Le pouvoir a été conquis grâce à un coup d'Etat militaire de type classique. Dès le début le groupe au pouvoir a manifesté sa propre défiance

à l'égard des masses populaires. Tout en ne pouvant nier que des mesures positives aient été prises ; je crois que ces mesures ont toujours constitué pour le régime des solutions de dernière ressource c'est-à-dire après l'échec d'une tentative de compromis avec l'impérialisme et particulièrement l'impérialisme américain. Et si l'on se réfère aux derniers articles dans « Al Ahram » il est clair que cette ligne n'est pas toujours démentie (1).

Tout en reconnaissant que les rapports socio-économiques en Egypte ont été assez bouleversés d'un point de vue structurel et que des conditions objectives ont relativement évolué, je ne crois pas qu'il faille surestimer ce facteur sans tenir compte par ailleurs de la nature profonde du groupe au pouvoir qui n'a pas fondamentalement changé depuis 1952.

Si l'on doit parler des nationalisations, je dirai qu'elles ne constituent pas, à mon avis, un critère suffisant pour décerner des certificats de socialisme. Ces méthodes ont été employées plus d'une fois par des régimes qui n'ont rien de socialiste (les exemples de la Tunisie et dans une moindre mesure du Maroc sont probants à cet égard). Il faut voir en fait pour le compte de qui on nationalise. En R.A.U, jusqu'à nouvel ordre, c'est la classe dirigeante souvent militaire muée en bureaucratie conservatrice et rapace qui profite de ces nationalisations. Pour illustrer mon point de vue je prendrai l'exemple de la prospection et de l'exploitation du pétrole égyptien. Ces deux activités ont en effet été confiées aux capitaux américains. La prospection est entièrement dévolue aux sociétés U.S. Au niveau de l'exploitation une société mixte sera créée et dont les seules « Philips » et « Panam » détiendront 25 % des capitaux.

Dans ces conditions je ne vois pas comment les dirigeants égyptiens pourraient engager un combat décisif contre les trusts pétroliers dans le monde arabe.

Pouvons-nous aujourd'hui parler de gauche égyptienne ? Non, au sein du régime composite qui gouverne actuellement la R.A.U. on peut seulement parler d'une « gauche du régime » qui lui est intégrée et dépend strictement de lui seul. Il faudrait aussi souligner le rôle souvent ambigu de la politique extérieure et notamment la politique arabe poursuivie par le régime nassérien. Les volte-face — je pense aux conférences de sommets d'Alexandrie et de Casablanca — ont été fréquentes. Le Yémen par exemple, et on reviendra à ce sujet par la suite, devint une carte politique et diplomatique que le régime utilisait et continue à utiliser tant vis-à-vis des puissances occidentales et soviétique que vis-à-vis du régime réactionnaire de l'Arabie Séoudite.

Cependant en dépit de la permanence de ces rapports négatifs au sein du régime nassérien et des réticences que nous formulons, il est évident que si nous devons juger, dans son ensemble, le rôle de Nasser dans le Monde Arabe et le clivage qu'il a contribué à instaurer entre un camp globalement « progressiste » d'une part et des monarchies rétrogrades et des féodalités diverses d'autre part, nous ne pouvons qu'appuyer l'action qu'il a entreprise dans ce domaine (comme nous l'avons fait pendant la crise de Suez quand il luttait contre l'impérialisme) sans pour autant perdre de vue l'éventualité d'un changement de la politique nassérienne. En d'autres termes, il faut juger la politique de la R.A.U. selon les décisions prises effectivement et en tenant compte des contradictions au régime et parfois l'antagonisme de ce régime avec les mouvements révolutionnaires.

c) Le Parti gouvernemental unique égyptien en est à sa troisième métamorphose ; il s'appelle aujourd'hui l'Union Socialiste Arabe après s'être appelé l'Union Nationale et l'Union des Forces Populaires. Les structures n'ont pas fondamentalement changé. Parti de masse, il groupe six millions d'adhérents, ses organes directeurs sont désignés autoritairement par le régime et ne possèdent aucune autonomie. Cette détermination à faire du Parti unique un simple appendice de l'Etat a toujours été une constante du régime depuis l'exécution des syndicalistes en 1952 à Kafr près d'Alexandrie, elle ne s'est pas encore démentie. Toute initiative relativement autonome des masses est encore systématiquement bloquée. Il est toujours difficile sinon impossible de constituer après la prise du pouvoir un véritable parti d'avant-garde avec un programme et une idéologie révolutionnaires. Rappelons pour mémoire que le Parti Union Socialiste Arabe n'a pas encore clarifié sa position sur les luttes de classes. Ses dirigeants vont même jusqu'à prétendre qu'en Egypte les luttes de classes ont été dépassées, voire inexistantes, sans tenir compte du poids de plus en plus fort de la bureaucratie. Le verbalisme révolutionnaire actuel de Aly-Sabri dans ses éditoriaux du journal « Al Goumhouria », organe de l'Union socialiste Arabe, ressort beaucoup plus d'une situation conjoncturelle que d'une ligne révolutionnaire établie, propre à l'Union Socialiste Arabe.

REPONSE B

R. — *Pour répondre à cette question, il faut commencer par définir et situer les deux tenants de la contradiction entre lesquels se pratique l'arbitrage nassérien. Pour cela, il convient de revenir en arrière et considérer le problème dans son historicité.*

Dès le lendemain de la seconde guerre mondiale, la société égyptienne s'est trouvée engagée dans l'impasse. Au cours des cinq années précédentes, l'industrie avait connu une expansion relativement exceptionnelle, sans rapport avec le marché intérieur qui était demeuré stationnaire et s'était même détérioré : la production avait à répondre au développement égyptien des « exportations invisibles », trois ou quatre millions de soldats alliés, disposant d'un pouvoir d'achat important, étaient à l'époque stationnés en Egypte.

Appâtée par le profit assuré, la bourgeoisie égyptienne, jusqu'alors essentiellement terrienne et marchande, osa des investissements dans le secteur industriel de transfor-

mation. C'est au cours de cette période que l'industrie textile connut sa plus grande extension. C'est également au cours de cette période d'euphorie que la bourgeoisie réalisa son besoin impérieux de « cadres » et qu'elle aborda sérieusement le problème de leur formation : les effectifs scolaires et universitaires montèrent en flèche.

La fin de la guerre ramena le marché égyptien à ses dimensions limitées et la contradiction entre les forces productives relativement développées et l'exiguïté du marché enserré dans des structures politico-sociales vétustes plongea la société égyptienne dans une crise profonde qui ne pouvait trouver de solution, d'autant plus que le double caractère, terrien et industriel, de la bourgeoisie égyptienne la rendait congénitalement incapable d'assumer les tâches classiques de la révolution démocratique bourgeoise.

La crise du Wafd, au lendemain de la seconde guerre mondiale, n'est qu'un reflet de la crise dans laquelle était plongée la société égyptienne. Sa direction a toujours été sous la férule des grands propriétaires terriens, phénomène qui pouvait ne pas se poser en termes de contradiction, tant qu'un certain développement pouvait se faire dans les limites TOLEREES par l'impérialisme et la grande propriété terrienne. C'est à partir du moment où le développement s'est posé en termes de contradiction avec l'impérialisme et la grande propriété terrienne que le Wafd a éclaté comme une orange pourrie.

Cela dit, le tableau demeurerait incomplet si l'on ne ramenait la trop fameuse « radicalisation de l'intelligenza » au lendemain de la seconde guerre mondiale à ses dimensions réelles. A lire certaines analyses, on pourrait croire qu'il existait, en Egypte, à la veille de 1952, non seulement une situation révolutionnaire, mais également une subjectivité révolutionnaire, c'est-à-dire une conscience révolutionnaire, une volonté et une organisation révolutionnaires. Or, rien n'est plus faux. Au lendemain de la guerre, il y eut, certes, une relative radicalisation de la jeunesse estudiantine. Toutefois, cette radicalisation n'a jamais dépassé le seuil de l'angoisse petite-bourgeoise devant les perspectives bouchées d'un avenir que l'on aurait voulu bourgeois. Avec un tel point de départ on peut — à la rigueur — devenir « force de révolution » on ne devient pas « révolutionnaire » !

A la veille de 1952, il y avait donc des conditions objectives révolutionnaires, d'une part, et, de l'autre, des facteurs subjectifs (idéologie, organisation) contre-révolutionnaires et, à a rigueur, petits - bourgeois - force - de - révolution, mais non révolutionnaires.

Les deux tenants de la contradiction qui ont nécessité l'entrée en scène, en juillet 1952, de l'arbitre sont :

- a) des facteurs objectifs révolutionnaires,
- b) des facteurs subjectifs globalement contre-révolutionnaires.

Depuis 1952, l'arbitrage se fait entre ces deux groupes de facteurs.

Pour reprendre une terminologie courante : l'arbitre se situe « à la droite » des facteurs objectifs qui permettraient des solutions plus radicales que celles que l'arbitre imagine et introduit ; en même temps, il se situe « à la gauche » des facteurs subjectifs qui, étant ce qu'ils sont, n'ont jamais pu préconiser des solutions plus radicales que celles introduites par l'arbitre.

En d'autres termes, si Nasser se situe « à la droite » des solutions possibles, il se situe « à la gauche » de toutes les imaginations et les volontés politiques existantes, même celles qui se prétendent « de gauche ».

Les limites du réel peuvent ne pas nous satisfaire et elles ne nous satisfont pas. Mais dans l'appréciation conjoncturelle d'une situation donnée, les révolutionnaires ne peuvent pas ne pas tenir compte de ces limites.

Nous en arrivons à la seconde tranche de la question : celle relative à l'Union Socialiste Arabe. En tant que « parti politique » l'Union Socialiste Arabe ne peut être que le reflet du niveau de conscience des masses et des élites, c'est-à-dire des forces subjectives. Ayant déjà situé ces forces subjectives « à la droite » de Nasser, l'Union Socialiste Arabe ne pourra que se situer à la droite de Nasser, ou dans la meilleure des hypothèses, devenir un INSTRUMENT DE NASSER POUR VIOLENTER CES FORCES SUBJECTIVES, DECIDEMENT DROITIÈRES. C'est justement dans la mesure où Nasser pourra, d'une manière ou d'une autre, (là encore, c'est une question non pas de rigueur théorique, mais d'efficacité), transformer l'Union Socialiste Arabe en UN INSTRUMENT DE TERREUR, un instrument pour violenter et soumettre les forces subjectives globalement droitières, que L'ARBITRAGE POURRA SE SITUER A UN NOUVEAU PALIER, RELATIVEMENT PLUS AVANCE QUE LE PALIER ACTUEL.

QUESTION

II. Pensez-vous que le régime progressiste actuel en Syrie ait un soutien populaire dans le pays, qui lui permette de durer, ou bien ne s'agit-il que d'un épisode d'une lutte circonscrite aux diverses factions de l'Armée ?

REPONSE A

Peut-on concevoir une différence fondamentale entre le régime actuel en Syrie et ceux que l'on précède depuis le coup d'Etat du 8 mars 1963 ? A mon avis, le régime actuel dépend toujours des militaires. Cela est dû en grande partie à l'absence ou à la

désagrégation de toute organisation politique d'essence « civile ». De plus il faut bien reconnaître que si la faction militaire actuellement au pouvoir est socialement parlant d'origine paysanne modeste, voire pauvre, elle se recrute essentiellement dans les rangs d'une des minorités confessionnelles qui se partagent la Syrie : « Les Alaouites ». Ce serait là un processus dangereux pour l'avenir si le régime en dépit de ses doctrines laïcistes et anticonfessionnelles indéniables gardait cette caractéristique sans être capable d'effectuer le passage type de pouvoir soutenu par l'ensemble des masses laborieuses et surtout paysannes de la Syrie tout entière.

Malgré cette réserve on peut dire que ce régime est fondamentalement de type progressiste, je m'en réfère pour ma part à la bataille que ce régime n'a pas hésité à engager de front contre « l'Irak Petroleum Company » et a mené à la victoire en dépit des pressions modératrices exercées par l'Egypte et l'Irak dans le cadre du jeu de l'U.R.S.S. au Moyen-Orient. Certains diront que la République Arabe Syrienne a eu tort de s'engager trop tôt dans une bataille pour laquelle l'Egypte et l'Irak n'étaient pas prêts et que ce fait a sans doute contribué à rapprocher l'Irak de l'Iran. Je pense personnellement que c'est là une mesure éminemment positive et révolutionnaire même s'il est regrettable qu'elle ne puisse s'insérer à l'heure actuelle dans le cadre d'une stratégie globale. Ce n'est pas en tout cas à cause de la R.A.S. Certains parleront encore de « fuite à gauche » ; si tel est le cas nous pensons que cette fuite est bénéfique car elle contribue à faire éclater les contradictions réelles qui ont été trop longtemps voilées dans le « Monde Arabe ». Je souscris à la dynamique révolutionnaire mise en œuvre par ce régime tant qu'il persévère dans cette voie révolutionnaire.

REPONSE B

R. — *Il me semble que la question relève d'une vision dix-neuvième de l'Etat. A notre époque, il n'y a plus aucun rapport entre les « possibilités de durée » d'un régime quelconque et le soutien populaire dont il peut jouir ou ne pas jouir dans le pays. A notre époque, les « possibilités de durée » d'un régime dépendent plutôt de la capacité de ce régime de monopoliser les instruments de pouvoir.*

Dans votre question, vous qualifiez le régime actuel de la Syrie de « progressiste ». Cela veut dire que vous reconnaissez qu'il ASSUME les intérêts des masses populaires, que ces masses en soient conscientes ou non et que, par conséquent, elles lui accordent ou non leur soutien. En termes révolutionnaires, il faut AVANT TOUT, se garder des pièges du démocratisme et de l'humanisme. Le soutien des masses n'est pas un critère, car les masses peuvent soutenir leur pire ennemi. Regardez autour de vous, dès qu'un fantoche quelconque arrive quelque part au pouvoir, il commence par introduire le suffrage universel et par donner le droit de vote aux femmes : avec un peu de « cirque » à la Néron, à la Caligula ou à la Eva Peron, il est sûr d'avoir un soutien populaire confortable... Alors que Lénine a dû dissoudre l'Assemblée Constituante avant même la proclamation des résultats du vote !

Donc : le « progressisme » est une chose, le « soutien populaire » en est une autre. D'ailleurs, votre question même le souligne.

Reste, puisque le régime actuel en Syrie EST progressiste, à savoir s'il y a un rapport quelconque entre « sa possibilité de durée » et le « soutien populaire » dont il jouit. Pour ma part, bien que je croie que le régime actuel jouit d'un certain soutien populaire, je considère que ce rapport n'existe pas.

Quant à savoir si le régime actuel « monopolise » ou non les instruments du pouvoir (armée, police, structures d'encadrement, etc.) je crois pouvoir répondre « oui » et, en tous cas, plus et mieux que tous les précédents régimes syriens.

Est-il à la merci d'un nouveau coup d'Etat fomenté par une faction de l'armée ? Je ne crois pas et en tout cas, moins que tous les précédents régimes syriens. La tentative faite par le colonel Hatoum, avec la complicité du général Fahd-el-Chaek, en septembre dernier, n'était pas MOINDRE que les tentatives réussies faites par Zaïm, Hennaoui, Chichakly, contre Chichakly, lors de la sécession d'avec l'Egypte et en mars 1963. ELLE A POURTANT ECHOUÉ. Cet échec même signifie QU'IL Y A QUELQUE CHOSE DE CHANGE.

Ce qu'il y a de changé, c'est que cette fois, il ne s'agit plus d'une opérette et que les hommes du 23 février 1966 (que vous qualifiez de progressistes) n'ont pas pris le pouvoir, parce que c'était le tour dans « la rotation » des généraux et des colonels MAIS POUR APPLIQUER UNE POLITIQUE. Ils n'abandonneront donc pas le pouvoir, dès qu'il passera par la tête d'un général ou d'un colonel, que son tour et celui de sa promotion est arrivée. Ils lutteront et DURERONT.

QUESTION

III. Croyez-vous, au vu de l'évolution actuelle de la Syrie et de l'Egypte, que le clivage entre Etats « progressistes » et Etats « réactionnaires » aura un caractère définitif ou bien pensez-vous que l'affrontement actuel entre l'Egypte et la Syrie d'une part l'Arabie Séoudite et la Jordanie d'autre part, n'est qu'une nouvelle péripétie d'une histoire qui abonde en querelles et en réconciliations où les principes n'ont aucune place ?

REPOSE A

Au sein du camp progressiste, je crois qu'il y a une distinction nette entre les politiques syrienne et égyptienne sur le plan arabe.

La R.A.S., dans le cadre de sa politique de « fuite à gauche » ne saurait en aucun cas faire un quelconque compromis avec l'Arabie Séoudite et autres réactionnaires. Elle est contrainte de n'accepter que l'affrontement dans le cadre de sa volonté délibérée et systématique d'activer l'éclatement des contradictions qui minent le monde arabe. Et cela même si l'appui égyptien devait lui faire défaut. Je prendrai un seul exemple, celui du drame yéménite : les positions syrienne et égyptienne sont opposées. La Syrie s'est toujours opposée à un règlement supra-yéménite de ce problème. En ce qui concerne la R.A.U. je n'écarte pas l'éventualité d'une nouvelle rencontre Arabie Séoudite - R.A.U. Naturellement on saura toujours trouver les justifications nécessaires pour camoufler ce compromis : Libération de la Palestine, Unité arabe, lutte anti-impérialiste, etc. J'en conclus donc qu'il n'existe pas de véritable front uni entre la R.A.U. et la R.A.S.

REPOSE B

Là encore la question est ambiguë et relève d'une confusion entre « l'idéal » et le « possible ». IL NE FAUT PAS RENDRE « LE POSSIBLE » SEUL POSSIBLE, POUR ENSUITE LE DENONCER COMME OPPORTUNISME.

Il est un fait certain que si les forces internationales « dites révolutionnaires » ne soutiennent pas l'Egypte et la Syrie, ces deux pays ne pourront pas poursuivre leur politique « volontariste » et « révolutionnaire » et qu'ils seront amenés à rechercher une formule de « coexistence » avec l'Arabie Séoudite et la Jordanie. Ne dit-on pas déjà que la visite de M. Gromyko au Caire a justement pour but de ramener l'Egypte à une meilleure « compréhension » des problèmes du Sud-Arabique... en échange du blé dont l'Egypte a besoin et que les Etats-Unis ne veulent plus lui fournir ?

Si le clivage était circonscrit à l'Egypte et à la Syrie d'une part, à l'Arabie Séoudite et la Jordanie de l'autre, j'aurais tendance à dire que ce clivage a un caractère définitif... Il faut malheureusement introduire également les Etats-Unis et l'U.R.S.S. et la coexistence pacifique ! Naturellement, après avoir fait tout ce qu'il faut pour que « le possible » demeure « seul possible », aussi bien les Etats-Unis que l'U.R.S.S. ne manqueront pas de faire dire « ... qu'avec ces Arabes, il faut s'attendre à tout, puisque tout est opportuniste ».

Je n'ai aucun reproche à adresser aux Etats-Unis. Ils agissent comme ils doivent le faire et comme on s'attend à ce qu'ils le fassent. Reste l'U.R.S.S. et les forces « dites révolutionnaires » dans le monde. AVANT DE DENONCER UN QUELCONQUE OPPORTUNISME DE L'EGYPTE ET DE LA SYRIE, ELLES FERAIENT BIEN DE LEUR DONNER LA POSSIBILITE DE NE PAS L'ETRE...

Là encore, en tant qu'Arabe, je crois et je soutiens que l'Egypte et la Syrie SONT BEAUCOUP MOINS OPPORTUNISTES que les « révolutionnaires - épiciers - coexistants » à l'échelle mondiale.

QUESTION

IV. L'offensive actuelle de la réaction islamique conduite par Fayçal contre les forces du progrès dans les pays musulmans a trouvé des alliés dans la plupart de ces pays. D'une manière générale l'Islam sert actuellement d'arme principale de la réaction dans son offensive générale dans le monde musulman (ex. : Soudan, Indonésie...).

Quelles sont, selon vous, les raisons qui ont facilité le déclenchement et le développement d'une telle offensive ?

REPOSE A

Il ne faudrait pas perdre de vue tout d'abord que la réaction islamique a toujours été combattive et qu'elle bénéficie de conditions superstructurelles privilégiées. La gauche révolutionnaire arabe, et on doit le reconnaître franchement, n'a pas pu convaincre les classes laborieuses de la distinction à faire entre les **croyanances religieuses**, ce qui constitue une affaire personnelle et le fait d'être dupe de la réaction religieuse qui exploite sans vergogne la religion pour sauvegarder ses intérêts. La gauche arabe continue à ignorer ce phénomène fondamental et ceci provient à mon avis de l'origine de nos mouvements. En effet, ces mouvements n'avaient pas et n'ont pas encore une conception propre. Ils ont considéré valables les analyses qui ont été faites pour l'Europe qui a passé, ne l'ignorons pas, par des étapes historiques autres que celles de notre religion.

Il s'avère donc nécessaire d'aborder l'analyse objective de ce problème dans son contexte social et historique en nous débarrassant des préjugés que nous avons acquis. La tâche n'est pas facile certes, mais elle est indispensable si nous voulons jouer un rôle d'avant-garde. Si non, nous assisterons passivement au développement de l'offensive de la réaction islamique. Prenant acte de l'extension des revendications sociales et du rôle des forces progressistes dans cette extension, la réaction islamique jugera opportun de contre-attaquer en exploitant les sentiments religieux des masses populaires.

REPONSE B

R. — *Le retard des facteurs subjectifs sur les facteurs objectifs. Vous voyez... on y revient. Même dans les pays « progressistes », l'arbitre a dû arbitrer entre des facteurs subjectifs globalement réactionnaires et des facteurs objectifs décidément révolutionnaires... L'appel actuel de la réaction islamique trouve des échos, même dans les pays progressistes, parce que l'arbitrage n'a pas permis aux facteurs objectifs révolutionnaires de balayer complètement les facteurs subjectifs globalement réactionnaires.*

Toutefois, il ne faut pas exagérer l'importance de ces échos, surtout en Egypte et en Syrie. Une telle exagération risque de nous mener à des positions aberrantes : par ex. donner la priorité à la laïcité et à la modernité sur tout le reste. Kamal Ataturk a descendu à coup de fusil les muezzin : il n'a pas fait de la Turquie un pays progressiste... Il ne suffit pas de boire du jus d'orange pendant le Ramadan pour devenir « révolutionnaire » !

QUESTION

Quelle issue voyez-vous à la crise du Yémen ?

V. Un retrait des troupes égyptiennes peut-il être envisagé dans l'immédiat ? Quelles en seraient les conséquences sur le plan des relations inter-arabes et sur la situation intérieure en R.A.U. ?

REPONSE A

Il faut souligner que le Yémen a fait sa révolution dans des conditions de conjoncture régionale et internationale difficiles. Les diverses tentatives de révolution entreprises avant 1962 avaient échoué notamment à cause de l'appui que l'Imamat avait obtenu des monarchies arabes et en premier lieu de l'Arabie Séoudite. C'est pourquoi il a été fait appel à la R.A.U. en même temps qu'à deux autres pays arabes : la Syrie et l'Irak. Ces deux derniers traversant une crise interne refusèrent leur concours (gouvernement séparatiste en Syrie ; isolement de Kacem en Irak avant sa disparition). Au contraire, malgré ses difficultés intérieures et extérieures, la R.A.U. accepte de se porter au secours de la jeune République Yéménite. Cependant cette armée, forte de quelque 60.000 hommes sans idéologie déterminée, a été amenée peu à peu à contrôler le Yémen arriéré. Elle prend goût au pouvoir et commence à procéder à des renversements de gouvernement. Il y a eu quelque dix gouvernements sous ses auspices depuis quatre ans dont le dernier présidé par le maréchal Al-Sallal qui a été « malade » durant neuf mois au Caire (en réalité il s'agissait de l'application de l'accord de Jeddah conclus entre Fayçal et Nasser et qui fut scrupuleusement respecté par l'armée égyptienne).

Toutes les tentatives pour former un gouvernement républicain ayant comme programme : le rétablissement de la paix, l'instauration de la stabilité afin d'aborder le véritable problème : le **sous-développement** sans pour autant sacrifier la République, ont été vouées à l'échec.

En outre, cette armée qui bénéficie de nombreux privilèges tend à utiliser sa condition comme une arme intérieure en R.A.U. C'est pourquoi le Yémen se trouve de plus en plus contrôlé et gouverné par cette armée. Il y a là une dialectique propre à toute armée qui voudrait conserver ses avantages économiques et politiques.

L'erreur fondamentale a été d'une part, l'absence d'une armée yéménite (il y a 3.500 officiers et à peine 8.000 soldats) et en quatre ans on pouvait, si l'on voulait, constituer une véritable armée qui aurait défendu sérieusement la République, et d'autre part l'absence d'une force inter-arabe alors que la mise en place d'une telle force aurait été réalisable après le renforcement du camp progressiste en 1963.

Le drame du Yémen provient également du fait que les pays arabes ont laissé l'affaire entre les mains de la R.A.U. et de l'Arabie Séoudite sans intervenir énergiquement pour que la crise soit résolue dans le cadre arabe et ceci malgré les explications fournies par les responsables yéménites aux responsables de ces pays à maintes occasions.

Sur le plan international, la « coexistence pacifique » n'a pas été non plus favorable à la Révolution yéménite. Les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ont été d'accord tacitement pour arrêter tout développement du conflit yéménite et par conséquent pour la stagnation de la situation. Les résultats ont été catastrophiques pour le pays et ceci sur le plan économique (aucun projet de développement n'a été réalisé et la production nationale est en baisse par rapport à l'époque de l'Imamat). Sur le plan politique, inexistence d'un véritable gouvernement.

Pour sortir de cette impasse il faut arriver à un compromis qui soit élaboré par les Yéménites et non en leur absence comme c'était le cas à Jeddah. Ce compromis serait garanti par plusieurs pays arabes conformément à la proposition algérienne de 1964. En effet, nous sommes certains que la République peut se maintenir étant donné que la plupart des tribus en lutte contre l'armée égyptienne sont antiroyalistes. En outre, il faut éviter que le Yémen soit partagé en deux zones d'influence : 1) le nord sous influence séoudienne ; 2) le sud formant la République avec Aden sous influence égyptienne.

Ce partage les Yéménites le rejettent catégoriquement ; aucun révolutionnaire arabe ne doit l'admettre. Il faut nécessairement « arabiser » le problème yéménite. En tout état de cause, la situation doit évoluer, un régime républicain ne peut éternellement être maintenu à bout de bras par une armée étrangère.

Sur le plan inter-arabe l'Arabie Séoudite fait en sorte de soutenir suffisamment les royalistes pour bloquer le contingent égyptien au Yémen pour de longues années, espérant créer par là-même un mécontentement en R.A.U. même, susceptible de balayer à moyen terme le régime nassérien.

De plus, l'Arabie Séoudite, pour des raisons locales, ne peut admettre une victoire de la République au Yémen car celle-ci signifierait pour elle la perte de tout espoir de contrôler l'Arabie du Sud qui va bientôt accéder à l'indépendance ; sur le plan intérieur la faillite de son propre système à court terme. Il est donc dans l'intérêt de la R.A.U., du Yémen et du monde arabe révolutionnaire de procéder sans tarder à « l'arabisation » de ce conflit en appliquant les résolutions de la conférence de Khamer (avril 1964) qui sont, rappelons-les :

- 1) Rétablissement de la paix dans le pays ;
- 2) Renforcement de la République et constitution d'une armée qui puisse la défendre contre les ingérences étrangères ;
- 3) Délimitation et réorganisation des rapports du Yémen avec la R.A.U. ;
- 4) Délimitation des pouvoirs exorbitants du Président de la République et constitution d'une Assemblée législative ;
- 5) Réalisation d'une politique de développement économique basée essentiellement sur l'effort de l'ensemble de la population ;
- 6) Instauration de structures sociales, politiques et économiques fondées sur la justice sociale ;
- 7) Suppression des bases de la féodalité.

Il ne s'agit pas pour le Yémen d'aujourd'hui de proposer un programme plus révolutionnaire mais d'avoir pour tâche essentielle la lutte contre le sous-développement, de faire sortir le pays du chaos dans lequel il se trouve. Les conditions objectives du pays imposent une telle solution, et c'est uniquement dans les perspectives de développement économique et social de l'ensemble de la région que ce programme pourrait être dépassé.

REPOSE B

Pour répondre à cette question, il faut se demander quelles sont les forces qui demandent le retrait des troupes égyptiennes ou qui en contestent la présence ? Sont-elles plus ou moins progressistes que ce que représentent les troupes égyptiennes ? Un élément « progressiste » prisonnier des forces qui contestent la présence égyptienne ne suffit pas pour rendre ces forces « progressistes ». Si c'est le socialisme que l'on a construit en U.R.S.S., il ne faut pas oublier que « ce » socialisme a été construit sur les cadavres de plusieurs milliers de socialistes.

La présence égyptienne dans le Sud-Arabique constitue actuellement LA SEULE FORCE DE CONTESTATION (digne du terme « force ») de l'impérialisme. Le jour où apparaîtra dans la région une alternative anti-impérialiste plus progressiste et plus efficace, je prendrai fait et cause pour elle contre la présence égyptienne. En attendant, je me refuse à me gargariser avec le fameux « droit des tribus à disposer d'elles-mêmes ». Encore une fois, la révolution n'est ni « démocratique » ni « humaniste ». Elle n'est surtout pas « populiste ».

QUESTION

VI Vous avez eu l'occasion d'observer de près l'expérience socialiste en Algérie, à l'époque de Ben Bella. Quelles sont, selon vous, les raisons qui ont conduit à l'échec de cette expérience et au coup d'Etat du 19 juin ?
(Question à poser à L. Soliman).

Dans les pays qui, comme dans les pays arabes, se posent le problème de leur unification les forces progressistes ont à répondre, au niveau théorique, à deux questions :

- 1) sur le plan du contenu de l'unité ;
- 2) sur le plan des méthodes d'unification.

REPOSE A

Nous croyons, tout d'abord, à la nécessité de l'unification du monde arabe, et ceci non pour des raisons sentimentales ou psychologiques mais essentiellement pour des raisons économiques et sociales. Il n'y a, et nous sommes catégoriques sur ce chapitre, aucune possibilité de développement économique efficace pour les pays arabes si ce développement a pour principe un seul territoire ou un seul Etat arabe, même s'il s'agit d'un grand pays comme l'Egypte ou l'Algérie. Le regroupement des pays arabes constitue la véritable chance pour sortir l'ensemble de ces pays du sous-développement dans lequel ils se trouvent. L'histoire contemporaine nous démontre que si l'U.R.S.S. ou la Chine populaire ont pu réaliser leur industrialisation avec des taux de croissance économique extrêmement élevés ceci est dû au fait — entre autres facteurs — que ces pays forment un véritable groupement des nations. L'industrialisation de la Tunisie ou de la Syrie par exemple ou de n'importe quel autre pays arabe ne résoudra nullement les problèmes du sous-développement dans ces pays et constituera un gaspillage coûteux si cette industrialisation n'est pas liée à un ensemble arabe.

Ce principe admis, il faut poser maintenant le problème politique de l'unification. Il ne s'agit pas pour nous d'être utopiques pour croire que cette unité s'effectuera sans difficultés. Au contraire, sur le plan théorique, il faut être extrêmement clair : l'unification ne se fera qu'avec un programme révolutionnaire ayant comme base principale le « Socialisme ».

En d'autres termes, il ne suffit pas de parler d'unité à des pays dont les structures politiques et sociales sont différentes. De nombreux antagonismes et contradictions feront de sorte que cette unification aboutit forcément et inéluctablement à un échec. L'expérience de l'unification Egypte-Syrie et la situation actuelle du Yémen sont là pour illustrer cet échec.

Nous ne pensons pas qu'il suffit d'appeler par exemple un parti « Union Socialiste Arabe » pour que ce parti soit véritablement socialiste, d'autant plus que si on analyse la « théorie » de ce parti nous constatons qu'il décèle « une voie nationalitaire » (c'est-à-dire, pour employer une définition connue : « tout converge vers la constitution, la reconstruction, la reprise en main de la nation et de l'Etat national » (1). Au contraire, on se montre extrêmement réservé sur une telle définition, car on craint que cette « voie nationalitaire » favorise un seul Etat arabe au détriment des autres pays arabes, et particulièrement les intérêts de la bureaucratie de cet Etat.

Le contenu de l'Unité se résume, selon nous, dans un programme librement élaboré par tous les partis progressistes arabes et qui comporte les principes suivants :

- 1) Socialisation des moyens de production, et non seulement leur étatisation ;
 - 2) Pouvoir politique détenu par les masses organisées avec le contrôle de l'appareil étatique ;
 - 3) Lutte anti-impérialiste, indépendance politique et économique vis-à-vis des blocs
 - 4) Planification de l'économie et mobilisation des ressources humaines et matérielles Est-Ouest ;
- dans le cadre de cette planification pour l'ensemble de la région ;
- 5) Transformations radicales dans les structures sociales.

Bien entendu, la réalité parfois fait de sorte que l'on s'écarte de ces principes fondamentaux et dans ce cas, il faut tenir compte de l'intérêt de l'ensemble des pays et réaliser une politique qui sauvegarde ces intérêts.

Sur le plan des méthodes d'unification : il ne faudrait pas se leurrer et croire que cette unification soit réalisable sur le champ. Le nationalisme d'Etat, les complexes des intellectuels, les intérêts économiques font que les obstacles sont nombreux. C'est justement le rôle d'un parti progressiste arabe, dépassant les frontières nationales, de définir le contenu et de lutter pour la réalisation de ces objectifs. C'est à lui qu'incombe la tâche de définir une stratégie révolutionnaire tout en luttant pour la réalisation de ce programme, appuyer tous les gouvernements qui réalisent des actions progressistes même dans le cadre étroit d'un Etat en tenant compte des conditions objectives.

REPONSE B

R. — Surtout pas en termes romantiques, car cela nous amènerait directement à l'impasse. Les visions romantiques de l'arabisme de Sate' el-Hossary et de Michel Aflak sont, dans une grande mesure, responsables des arguments de spécificités et d'insularités. Afin de pouvoir traiter du « contenu » de l'Unité arabe et des « méthodes » d'unification, il faut commencer par situer le problème dans son cadre matériel et non seulement dans les limites de l'émotionnel.

Il faut commencer par constater qu'en termes de « développement » le 20^e siècle apparaît comme celui de la recherche d'une organisation à l'échelle continentale, sinon planétaire. Avec les exigences techniques et financières de la seconde révolution industrielle, les Etats de petites et moyennes dimensions ont peu de chances de trouver, dans leurs limites, les facteurs nécessaires à leur développement. Et il en est de même en ce qui concerne l'indépendance et la liberté des décisions politiques. Les petits Etats ne disposent plus et ne peuvent plus disposer que d'indépendances illusoirs.

C'est à partir de là, et non en se gargarisant de mots ou de références historiques décidément passistes, que se posent, pour l'homme vivant dans les pays arabes, les problèmes fondamentaux de sa promotion économique, politique et sociale.

*Il tombe sous le sens qu'aucun de nos pays ne peut prétendre trouver, à l'intérieur de ses frontières, une quelconque réponse à ces problèmes, *réponse qui le laisserait maître du pouvoir de décision. L'assistance la plus désintéressée contient des germes de satellisation contre laquelle a bonne volonté de l'assistant et les résistances de l'assisté ne peuvent absolument rien. Quelles que soient les motivations intimes de MM. Johnson et Bourguiba, la politique tunisienne ne peut être que le reflet de la politique américaine. Nous pouvons également énumérer un certain nombre de pays dont le cœur est à Pékin et le portefeuille à Moscou et où le cœur n'y peut rien.*

Les pays sous-développés qui ont accédé récemment à l'indépendance ne peuvent se passer des capitaux, des techniques et des ressources alimentaires des pays développés. Or, nul n'ignore que les « termes de l'échange » sont, actuellement, entre les mains des

(1) « La Presse » ; discours prononcé à l'Université du Caire le 17 Février 1965.

pays développés, l'arme la plus efficace du « pillage du tiers-monde ». Afin de maintenir ces « termes de l'échange » au niveau qui leur assure le maximum de profit, les pays développés qui cherchent à abattre les frontières qui les séparent, sacralisent celles qui pulvérisent le monde sous-développé, maintiennent et entretiennent les « spécificités de nains », la parcellisation territoriale qui suscite et exacerbe la compétition entre les producteurs d'une même matière première. Sur le marché européen, c'est le pétrole et le gaz lybiens qui concurrencent le pétrole et le gaz algériens. Sur le même marché, ce sont le pétrole et le gaz des pays arabes limitrophes de la Méditerranée qui concurrencent le pétrole et le gaz d'Irak et de la presqu'île arabique, tout en réduisant l'importance stratégique du canal de Suez !

Or, en ce qui concerne le pétrole, les pays arabes disposent de plus de 60 % des réserves mondiales et ils participent pour plus de 62 % dans les échanges internationaux (Venezuela : 22 %, Etats-Unis et Canada : 0,5 %, U.R.S.S. et pays socialistes : 0,6 %). Ils disposent, par conséquent, d'une position quasi monopolistique qui peut leur permettre de renverser, à leur avantage, les « termes de l'échange », d'ajuster ces termes au niveau de leurs besoins, non seulement de subsistance ou de non-détérioration du niveau de vie de leurs habitants, mais également de leur développement accéléré.

Seule l'Unité peut faire accéder les pays arabes à cette position quasi monopolistique et par conséquent les doter des moyens d'organiser le recours aux capitaux, aux techniques et aux ressources alimentaires des pays les plus développés, sur des bases nouvelles de coopération entre entités différentes mais complémentaires, également libres puisqu'également dépendantes l'une de l'autre.

Les pays arabes ne peuvent pas se passer de capitaux, des techniques et des ressources alimentaires des pays développés. Les pays développés ne peuvent ni se passer des ressources naturelles, ni ignorer la position géographique des pays arabes pris dans leur globalité, alors qu'ils peuvent facilement se passer des ressources naturelles et ignorer la position géographique de chacun des pays arabes pris isolément.

Pour les Pays arabes, l'objectif unitaire est prioritaire et TOUT doit lui être subordonné. Car non seulement il est illusoire de vouloir construire le socialisme à l'échelle du sous-développement, il est également illusoire et utopique de s'imaginer pouvoir rompre autrement le pacte colonial.

Poser le problème de l'Unité Arabe en ces termes, c'est non seulement le dépouiller de toute mythologie, c'est également le prémunir contre les entreprises de confusion, entreprises qui ne servent, en définitive, que ceux qui ont intérêt à maintenir le statu quo présent, c'est-à-dire les impérialistes. C'est également le soumettre à l'épreuve du SEUL critère vraiment révolutionnaire : celui de l'efficacité.

Entre une méthode d'unification et une autre, un révolutionnaire n'a pas le droit d'opter pour la plus « théoriquement juste », mais pour la plus efficace.

Certes, l'unification du monde arabe pose des problèmes politiques. C'est là qu'intervient le « contenu » de cette unité.

Là encore, il faut considérer le réel et non pas le fictif. Le monde arabe a été divisé par les opérations de la colonisation, les dosages d'influence en une multitude de territoires distincts. Des Etats ont été créés qui n'ont d'autre raison d'être que de servir d'enveloppes juridiques aux activités des grandes sociétés pétrolières ou aux bases militaires. La contestation révolutionnaire prendra donc nécessairement une allure unitaire et MENACERA L'INDEPENDANCE DE CES PETITS ETATS. Qui est le Lénine qui pourrait parler de l'indépendance du Koweït, d'Abu Dhabi, de la Jordanie, de la Lybie ou même de la Tunisie ? Pour être révolutionnaire, il faut, avant tout, être sérieux.

Or, chacun de ces petits Etats et de ces Principautés minuscules a, à sa tête, une élite dirigeante, politique, économique et intellectuelle dont les intérêts, sinon l'existence même, dépend du statu quo, c'est-à-dire du morcellement existant. Chacune de ces « élites » préfère être la première dans un mini-pays condamné à demeurer insulairement lié à l'un des grands centres mondiaux, plutôt qu'être seconde dans une grande unité indépendante. Elle ne le dit, naturellement pas, mais se découvrira des spécificités, invoquera l'indépendance « nationale », dénoncera l'expansionnisme du grand frère ou prétextera de la « démocratie » et de la « construction du socialisme » ! Pour justifier une position subjective, les arguments objectifs ne manquent jamais !

Cela ne signifie naturellement pas qu'il faille accepter l'instrument unitaire le plus efficace en bloc, avec ses aspects positifs et ses aspects négatifs et qu'il faille se transformer en simple instrument de l'instrument. Non, il faut dénoncer les côtés négatifs et les dénoncer sans relâche. MAIS UN REVOLUTIONNAIRE N'EST PAS UNIQUEMENT LA CONSCIENCE DE L'HISTOIRE. IL EST, EGALEMENT, UN FAISEUR DE CETTE HISTOIRE. Il lui faudra donc NE JAMAIS oublier l'échelle des valeurs et procéder, continuellement, à des choix.

C'est peut-être triste, mais la révolution se situe dans le relatif. C'est peut-être triste, mais il faut nous garder de l'absolu : derrière l'absolu, il y a encore le relatif !

TRIBUNE LIBRE

Définir un REGIME c'est essentiellement définir l'ETAT qui n'est autre que son expression suprême et concentrée. Dans la caractérisation de l'Etat, on doit envisager deux aspects : le CONTENU et la FORME, c'est-à-dire la **nature** et la **forme** de l'Etat. En d'autres termes, et pour fixer d'emblée les idées, il s'agit de savoir :

— premièrement sur le plan du **contenu** s'il s'agit d'un Etat BOURGEOIS ou d'un Etat OUVRIER, les deux variantes fondamentales à l'étape actuelle, des régimes existants;

— deuxièmement sur le plan de la **forme**, s'il s'agit d'un Etat DEMOCRATIQUE, d'un Etat BONAPARTISTE ou d'un Etat FASCISTE, ou d'une variante de ces trois formes essentielles, revêtues jusqu'ici par les régimes bourgeois.

LA NATURE DE NOTRE REGIME

Avant d'aborder la nature du régime tunisien, c'est-à-dire de l'Etat tunisien proprement dit, il est indispensable de clarifier aussi largement que possible la notion de l'Etat ainsi que ses implications idéologiques, sociales et politiques. Car nulle notion n'a été aussi **dénaturée** et **falsifiée** que celle de l'Etat alors que c'est elle qui détermine l'activité **théorique** et **pratique** de toute organisation révolutionnaire.

Selon la théorie marxiste, l'Etat n'a pas existé de tout temps. Il est apparu dans la société à une certaine étape de son développement. Il est né avec la **division de la société en classes**, elles-mêmes nécessitées par le développement économique.

L'apparition de la société de classes aux intérêts antagonistes **irréconciliables**, a rendu nécessaire l'institution d'une force — l'Etat — qui, placé apparemment au-dessus de la société, modérerait les conflits entre ces classes, empêcherait une lutte aiguë permanente, imposerait la coexistence des classes dans l'ordre établi. Mais comme cette force est imposée par la classe la plus puissante, la classe économiquement dominante, l'Etat devient l'instrument politique de cette classe, l'instrument d'exploitation et de répression **des classes opprimées** ; et ceci malgré qu'il s'**élève au-dessus de la société**, qu'il s'**en éloigne** autre, arme de la lutte des classes, doit être **détruit, supprimé** par les classes opprimées luttant pour leur affranchissement.

« L'Etat — écrit Engels — est un produit de la société à une certaine étape de son développement ; il **constitue l'aveu** que cette société s'est empêtrée dans une insoluble contradiction avec elle-même, qu'elle s'est scindée en antagonismes inconciliables dont elle est impuissante à se débarrasser. Mais pour que ces antagonismes, ces classes qui ont des intérêts économiques contradictoires ne se dévorent pas et ne dévorent pas la société dans une lutte stérile, une **force est devenue nécessaire**, qui, placée en **apparence** au-dessus de la société, modérerait le conflit, la maintiendrait dans les limites de « l'ordre ». Cette force issue de la société, mais se plaçant au-dessus d'elle, et s'en éloignant de plus en plus, c'est l'Etat ». Et poursuivant, il ajoute : « Comme l'Etat est né de la nécessité de tenir en bride les antagonismes de classes, il est en règle générale **l'Etat de la classe la plus puissante, économiquement dominante**, qui avec le concours de l'Etat, **devient également la classe politiquement dominante** et acquiert ainsi de nouveaux moyens de réprimer et d'exploiter la classe opprimée... Non seulement l'Etat antique et l'Etat féodal étaient des organes d'exploitation des esclaves et des serfs, mais... l'Etat représentatif moderne est un instrument d'exploitation du travail salarié par le Capital... »

Et voilà ce qu'a écrit Marx à ce sujet :

« En ce qui me concerne, je n'ai ni le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société contemporaine, ni celui d'avoir découvert leur lutte entre elles. Longtemps avant moi les historiens bourgeois avaient exposé le développement historique de cette lutte des classes ; et des économistes bourgeois, l'anatomie économique des classes. Ce que j'ai fait de nouveau, c'est d'avoir démontré : 1) que **l'existence des classes ne se**

rattache qu'à certaines phases historiques du développement de la production ; 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature n'est elle-même que la transition à la suppression de toutes les classes et à la société sans classes. »

Si l'Etat est lié à la division de la société en classes, s'il est l'instrument de domination de la classe la plus puissante économiquement, malgré ses apparences d'arbitre de la société, s'il doit être en tant que tel détruit et démolit par la classe opprimée, s'il doit être remplacé par l'Etat des classes exploitées — c'est-à-dire par la dictature du prolétariat allié aux autres classes déshéritées —, on comprend très aisément que la bourgeoisie mette autant d'énergie à nier que l'Etat soit un état de classe, qu'il soit entre ses mains un instrument d'oppression et d'exploitation des autres classes, qu'à affirmer qu'il n'est rien d'autre que « l'instrument de toute la société », le représentant des « intérêts de toute la nation », « l'arbitre équitable » de tous les conflits

La machine d'Etat, propre à la société bourgeoise dispose de moyens de domination multiples.

Le caractère coercitif de certains de ces instruments est évident : ainsi en est-il de l'armée permanente, de la police, de l'appareil d'Etat bureaucratique, des partis politiques dans certains cas...

Mais ce ne sont pas ces moyens directs qui assurent la domination la plus efficace ni la plus durable ; car considérés comme tels, ils sont d'emblée l'objet d'une hostilité et d'une prévention de la part des classes opprimées. Toute domination de classe a beau s'appuyer sur la force, il n'y a cependant pas de domination de classe qui puisse à la longue tenir par la seule VIOLENCE. Comme le disait le politicien bourgeois Talleyrand « on peut faire n'importe quoi avec des baïonnettes, mais on ne peut pas s'asseoir dessus ».

Aussi est-ce un moyen indirect, insidieux, qui assure à l'Etat une domination durable : c'est l'IDEOLOGIE de la classe dominante. Distillée à travers les écrits, la presse, la radio, l'école, la religion, les partis bourgeois, l'appareil bourgeois truffé de petits bourgeois intéressés ainsi moralement et matériellement à la perpétuation de l'Etat..., cette idéologie s'impose insidieusement à toute la société.

— Elle tend à amener les classes opprimées à considérer l'Etat bourgeois comme leur monde environnant naturel et immuable, comme le seul ordre social possible pour leur existence.

— Elle tend à relier à l'Etat abstrait trônant au-dessus des classes les membres de ces classes pris isolément, considérés comme des individus, des simples citoyens.

— Elle tend à empêcher la naissance au sein des masses opprimées d'une idéologie autonome qui exprimerait leurs intérêts propres.

— Elle tend enfin à désorganiser ces classes en tant que classes, à les atomiser, à les réduire à des pions faciles à manier par la bourgeoisie.

Il est donc du devoir de quiconque entreprend une lutte conséquente contre la domination de la bourgeoisie, de dévoiler le caractère de classe de l'Etat bourgeois, de combattre l'idéologie distillée par la bourgeoisie, de développer une idéologie autonome propre au prolétariat, aux classes opprimées, de faire prendre conscience au prolétariat de sa réalité de classe. Cette lutte IDEOLOGIQUE est doublement fondamentale : en tant qu'arme de destruction de l'idéologie bourgeoise, base la plus durable de la domination de la bourgeoisie ; et en tant qu'instrument de prise de conscience des masses déshéritées, condition indispensable à leur affranchissement.

NATURE DE L'ETAT TUNISIEN

Munis de ces clarifications théoriques de la notion de l'Etat, nous allons envisager à présent concrètement la nature de l'Etat tunisien, du régime en Tunisie.

NATURE DE LA CLASSE DOMINANTE

Considérer la nature de l'Etat tunisien, c'est donc considérer la nature de « la classe la plus puissante, économiquement dominante », de la classe qui « avec le concours de l'Etat est également la classe politiquement dominante » en Tunisie.

Il est incontestable que la classe la plus puissante, économiquement dominante a été et demeure la BOURGEOISIE. Mais cette classe a subi au cours de son histoire plusieurs transformations.

1) Période pré-coloniale :

Si nous remontons à la période immédiatement pré-coloniale, nous retrouvons la puissance économique et politique liée essentiellement à la **propriété foncière**. Nul n'ignore que le Bey était le plus grand propriétaire foncier du pays, ou plus exactement « le **possesseur du Royaume de Tunis** » au sens propre du terme. Il distribuait les terres du royaume entre les ministres, les gouverneurs et les hauts dignitaires de l'appareil bureaucratique et militaire. C'est encore le règne de la **féodalité**, bien que la **bourgeoisie marchande**, enrichie par le négoce, soit déjà puissante.

2) Période coloniale :

La pénétration du colonialisme va saper les fondements économiques et politiques de la féodalité. En s'emparant d'une grande partie des terres, et des meilleures, en confisquant le pouvoir politique, la Puissance Protectrice mettait fin du même coup au règne de la féodalité. Sur les ruines de la féodalité allait se développer la bourgeoisie. Cette classe devait évoluer dans le cadre étroit des structures coloniales, c'est-à-dire dans une économie dominée par le colonialisme, où l'industrie est étouffée, où le commerce extérieur est quasi monopolisé, où les meilleures terres sont confisquées, où le crédit est absent. La bourgeoisie devait donc se contenter de secteurs limités non accaparés par la puissance occupante. Elle fondait ses assises sur la **propriété foncière** et le **commerce de gros** (surtout intérieur) laissés par les autorités coloniales. Mais elle sera sans cesse freinée dans son développement par les limites assignées par l'occupant. Sa puissance économique et partant politique va désormais dépendre des forces coloniales. C'est pourquoi celles-ci, conscientes de leur emprise sur la bourgeoisie, allaient s'appuyer solidement sur elles et exercer leur domination sur le pays à travers elle. C'est pourquoi la bourgeoisie ne risqua jamais son faible pouvoir économique et politique dans une lutte incertaine contre le colonialisme. C'est pourquoi — par suite de la carence toute conjoncturelle du prolétariat — la direction de la lutte des masses pour l'indépendance nationale échet à des éléments issus de la petite bourgeoisie.

3) Période post-coloniale :

Issue de la féodalité, restructurée dans le cadre colonial, la bourgeoisie tunisienne va encore se transformer après l'Indépendance. Il faut distinguer ici deux phases qui correspondent à des modifications différentes dans les structures de cette classe : la phase de libéralisme économique et la phase de dirigisme étatique.

A) Phase de libéralisme économique :

La situation politique au lendemain de l'indépendance se caractérise par les traits suivants :

- la bourgeoisie était discréditée en raison de sa « participation » très timorée à la lutte nationale ;
- la direction petite-bourgeoise jouissait d'un grand prestige du fait de son rôle dans la lutte libératrice ;
- la classe ouvrière, bien que dépourvue de direction politique autonome, était combative et puissamment organisée dans un syndicat, l'U.G.T.T. ;
- l'ensemble des classes opprimées aspirait à un changement radical de la situation coloniale.

Dans ce contexte il était évident que la bourgeoisie ne pouvait assumer **directement** la direction **politique du pays** et que seule une direction ayant à la fois la confiance de la bourgeoisie et des masses pouvait prendre la relève de la puissance occupante. Ce rôle échet à la **direction petite-bourgeoise**. Celle-ci pouvait avoir la caution des classes opprimées car elle avait dirigé la lutte anticolonialiste ; elle avait la confiance de la bourgeoisie, car d'idéologie bourgeoise elle-même, elle avait suffisamment affirmé avec conviction et fermeté tout au cours de la lutte nationale et après l'indépendance, son attachement à l'ordre établi et son hostilité farouche au socialisme et au communisme.

La prise en charge par la **direction petite-bourgeoise** des affaires de l'Etat va avoir comme conséquences :

- La **redistribution de l'appareil politique** entre la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie au profit de la première ;
- Le **repartage entre ces deux classes de l'appareil bureaucratique** qui fut ainsi truffé par les éléments petits-bourgeois ;
- L'utilisation par la direction petite-bourgeoise de l'appareil politico-bureaucratique pour l'**accession au pouvoir économique** :
- C'est ainsi qu'elle eut en priorité les crédits nécessaires au **rachat des terres des colons** ;
- C'est ainsi qu'elle s'appropriait la plus grosse part du **secteur tertiaire** en se réservant d'une façon prioritaire les licences d'importation-exportation et celles du commerce de gros ;
- C'est ainsi qu'elle commença à s'introduire — bien que de façon très timorée au début — dans le **faible secteur industriel**, par la prise de participations au capital de ces sociétés et l'entrée dans leurs conseils d'administration.

De cette politique va découler une **restructuration de la bourgeoisie** :

● La **bourgeoisie traditionnelle**, issue de l'époque coloniale, va voir son développement freiné et limité ;

● Une **nouvelle bourgeoisie** issue de la petite-bourgeoisie va se développer à travers l'**appareil étatique**, conquérir progressivement une puissance économique, et se hisser au niveau de la bourgeoisie traditionnelle. Mais elle gardera toujours le pas sur la bourgeoisie traditionnelle, car jouissant des prérogatives que lui confère la possession de l'appareil bureaucratique.

Cependant il est capital de souligner que tout au long de ce processus de remodelage de la bourgeoisie, et à partir de l'ascension au pouvoir politique de la direction petite-bourgeoise, à **aucun moment celle-ci n'a pratiqué, ni tenté de pratiquer une politique propre, une politique autonome** — dont elle est congénitalement incapable — ; mais qu'elle a **toujours et dès le début appliqué une politique conforme aux intérêts fondamentaux** de la bourgeoisie. Ainsi tout en étant à la tête de l'Etat, et en paraissant indépendante en tant que telle de toutes les classes sociales, elle ne faisait que pratiquer en fait la politique de la bourgeoisie.

Il suffit pour s'en convaincre de dégager quelques-uns des grands traits de sa politique au lendemain de l'indépendance :

● D'abord et avant tout elle **ne touche en aucune façon aux privilèges économiques acquis de la bourgeoisie traditionnelle**. La confiscation des « biens mal acquis » n'a été qu'un phénomène marginal et limité, s'inscrivant dans le cadre d'un règlement de comptes politique et d'une opération nécessaire, dans le contexte de l'époque, au maintien de la confiance populaire dans la direction politique ;

● Deuxièmement elle poursuit en matière économique la **politique de la bourgeoisie**, la plus classique et la plus traditionnelle à savoir le libéralisme économique. La loi du marché libre, et celle du plus fort furent les siennes ;

● Troisièmement, elle aspira elle-même — forte de l'appareil d'Etat — non pas à détruire la bourgeoisie, mais à **se hisser à son niveau et à la dépasser** ;

● Quatrièmement enfin, sa politique vis-à-vis des masses populaires est plus éloquente encore. Non seulement elle n'entreprit aucune des réformes radicales nécessaires à l'amélioration de la condition des classes opprimées (réforme agraire, industrialisation, solution du problème de l'emploi...), mais elle fit tout pour **atomiser ces classes, pour les disloquer en tant que classes**, et les empêcher ainsi d'exprimer leurs intérêts de classes. C'est ainsi que dès 1956, elle réussit à **détruire la seule organisation de classe** qui pouvait exprimer et défendre — même si ce n'est que d'une façon confuse et partielle — les intérêts propres du prolétariat, à savoir l'U.G.T.T. On ne peut trouver politique plus conforme à celle de la bourgeoisie.

B) Phase de dirigisme étatique

L'abandon du libéralisme économique et le passage à l'économie dirigée — dont nous verrons les raisons plus loin — va approfondir le processus de transformation et de différenciation de la bourgeoisie.

La **bourgeoisie bureaucratique**, cette nouvelle bourgeoisie développée à travers l'appareil d'Etat, de l'Administration, du Parti, des organisations dites « nationales », de l'Armée, de la Police, va s'étendre et se renforcer par la mainmise directe ou le contrôle indirect par l'Etat des **secteurs dominants de l'économie**. Elle va asseoir d'une façon solide son hégémonie sur la bourgeoisie traditionnelle. Ainsi grâce au contrôle étatique, va-t-elle établir son leadership sur l'ensemble de la bourgeoisie.

Mais le dirigisme étatique qui vise d'abord et avant tout l'industrialisation — condition et conséquence de tout développement économique — allait **impulser la promotion d'un noyau de bourgeoisie industrielle**, qui, extrêmement embryonnaire à l'indépendance, allait désormais élargir ses assises sur le terrain « proliférant » des **industries de transformation**. Cette fraction non négligeable de la bourgeoisie, qui s'est développée partout et grâce à la bourgeoisie bureaucratique, qui se trouve souvent confondue avec celle-ci aussi bien en tant que gestionnaire dans les conseils d'administration, qu'en tant qu'actionnaire dans les sociétés mixtes et les sociétés privées, constitue l'alliée et la base d'appui la plus solide de la bourgeoisie bureaucratique. Bourgeoisie « industrielle » et bourgeoisie bureaucratique forment à l'étape actuelle ce qu'il est convenu d'appeler la **bourgeoisie « nationale »**, pour la distinguer de la bourgeoisie traditionnelle, compradore.

Enfin la **bourgeoisie traditionnelle**, bien que possédant toujours une large assise foncière (800.000 hectares) et participant toujours d'une façon non négligeable au secteur tertiaire, se trouve de plus en plus limitée et contenue par le développement du secteur nationalisé dans les domaines agraire et commercial. C'est pourquoi elle manifeste plus ou moins ouvertement son hostilité à la bourgeoisie bureaucratique qui d'abord l'a frustrée de son hégémonie politique, et l'a frustrée ensuite de son hégémonie économique.

Cependant, si telles sont schématiquement les différentes fractions de la bourgeoisie et leurs contradictions, il n'en reste pas moins vrai que ces fractions **s'interpénètrent et s'enchevêtrent** : la bourgeoisie traditionnelle dispose de représentants au sein de la bourgeoisie bureaucratique ; celle-ci a les siens propres, liés à la propriété foncière et solidaires de ce fait de la bourgeoisie traditionnelle ; la bourgeoisie industrielle enfin est intimement

connectée à la fraction bureaucratique et par voie de conséquence à la fraction traditionnelle.

Dans tous les cas, ces différentes fractions demeurent solidaires dans leur politique fondamentale commune qui vise à travers l'Etat et le régime au maintien de la propriété privée et de l'exploitation des classes opprimées, conditions essentielles à leur domination.

IDEOLOGIE DE LA CLASSE DOMINANTE

La classe dominante étant la bourgeoisie, il est clair a priori que son idéologie ne peut être que celle de la bourgeoisie. Nous voulons cependant insister particulièrement sur cet aspect, car comme nous l'avons déjà dit, l'IDEOLOGIE BOURGEOISE constitue le facteur le plus efficace et le plus durable de la domination bourgeoise. C'est grâce à elle que la bourgeoisie se concentre en une minorité consciente dominante, c'est grâce à elle que la bourgeoisie dissout la conscience des classes opprimés et les détruit en tant que classe. Quiconque néglige ce facteur ou le sous-estime, contribue à son insu à perpétuer la domination bourgeoise. De même que pendant la phase coloniale et après l'indépendance nationale, la bourgeoisie s'est transformée et remodelée tout en demeurant fondamentalement la MEME CLASSE, de même l'idéologie de la bourgeoisie s'est adaptée à ces transformations tout en demeurant dans son essence la MEME IDEOLOGIE BOURGEOISE.

A — Phase d'économie libérale :

Au lendemain de l'indépendance et jusqu'à l'option pour la politique planificatrice, **la nouvelle bourgeoisie en formation** — la bourgeoisie bureaucratique — a continué à professer dans ses grandes lignes l'idéologie de la bourgeoisie traditionnelle.

- C'est toujours le respect du principe sacro-saint de la propriété privée ;
- C'est toujours la défense de la libre entreprise ;
- C'est toujours la négation des classes et de la lutte de classes et le prêche de « l'unité nationale » ;
- C'est toujours le même antisocialisme et le même anticommunisme forcenés.

B — Phase d'économie dirigée :

Le passage du libéralisme économique au dirigisme étatique marque la **confirmation du rôle dirigeant de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique**, et sacre d'une façon définitive sa suprématie sur la bourgeoisie traditionnelle. La bourgeoisie bureaucratique peut désormais professer « sa » propre idéologie, et pratiquer « sa » propre politique. Ce fut la préparation et la proclamation du « **socialisme destourien** ».

Qu'est-ce donc que le socialisme destourien ? Qu'est-ce donc que cette « nouvelle » idéologie ?

Si nous nous référons à Bourguiba qui en a donné la définition la plus complète et la plus explicite jusqu'à présent (1), nous constatons que l'idéologie de la nouvelle classe, l'idéologie destourienne, se fonde sur **quatre options essentielles** :

- Le dirigisme étatique et la Planification ;
- Le respect de la propriété privée des moyens de production ;
- La négation des classes et des antagonismes de classe ;
- Le rejet catégorique du Socialisme scientifique.

Par les trois dernières options, il est clair que l'idéologie destourienne continue à s'identifier foncièrement à l'idéologie de la bourgeoisie traditionnelle, et à l'idéologie bourgeoise tout court.

Seule la première option — celle du dirigisme étatique — semble constituer une rupture avec l'idéologie traditionnelle, et est présentée en tout cas comme telle par ses promoteurs.

Mais en fait il n'en est rien. Car **dirigisme et Planification dépendent eux-mêmes de l'Etat qui les pratique**. Si l'Etat est un Etat bourgeois, c'est-à-dire si la classe dominante est la bourgeoisie, dirigisme et planification sont appliqués à une économie bourgeoise, dans le but d'une meilleure gestion des intérêts de la bourgeoisie au profit donc exclusif de la bourgeoisie. Si, à l'opposé l'Etat est un Etat ouvrier, avec le prolétariat comme classe dominante, dirigisme et planification seront appliqués à une économie socialiste, pour un meilleur développement du pays dans l'intérêt de toutes les classes opprimées.

I. — La phase coloniale :

Au cours de cette période le caractère bourgeois de l'idéologie et de la pratique de la bourgeoisie traditionnelle était évident. Il se manifestait aux yeux de tous sous la forme

d'une collaboration plus ou moins ouverte avec la puissance coloniale, d'une solidarité plus grande avec les forces occupantes qu'avec les classes opprimées.

Par contre l'idéologie distillée alors par la direction petite-bourgeoise n'apparaissait pas sous son vrai jour, elle apparaissait même comme « populaire » en raison de la participation de cette direction à la lutte anticolonialiste. Elle n'en était pas moins pourtant une idéologie **typiquement bourgeoise**, une idéologie de la bourgeoisie. Nul n'ignore que le mouvement nationaliste, dirigé par le Néo-Destour, se caractérisait fondamentalement par l'ABSENCE DE PROGRAMME. « D'abord l'indépendance — disaient ses chefs — et après on verra ». Ce qui pouvait se traduire en clair : nous n'avons d'autre objectif que l'indépendance nationale, nous ne visons que le **remplacement** de la puissance coloniale, nous ne voulons que cela ; pour tout le reste ce doit être le STATU QUO.

Déjà son idéologie de classe se manifestait dans les faits. Prenant à son compte la défense des intérêts de la bourgeoisie traditionnelle, n'intimait-elle pas à la classe ouvrière l'ordre de mettre une sourdine à ses revendications, à ses luttes contre le patronat autochtone ? Epousant les positions de la bourgeoisie traditionnelle, ne propageait-elle pas cette idée — apparemment logique alors, mais qui apparaît sous un jour nouveau dans le contexte actuel — « qu'il vaut mieux à la rigueur un patron tunisien qu'un patron étranger » ? N'est-ce pas ainsi, sous le couvert de l'« unité nationale » et du regroupement de « toutes les forces » dans la lutte d'émancipation, qu'elle a émaillé la conscience de classe du prolétariat, lui a fait perdre de vue ses objectifs propres, et préparé de la sorte le terrain à la domination de la bourgeoisie ?

Nul n'a oublié d'autre part les professions de foi de la direction du Néo-Destour et de Bourguiba à l'époque sur la négation de l'existence des classes et de la lutte de classes, préparant déjà ainsi le **camouflage du caractère de classe du futur Etat de la Tunisie indépendante**. Si d'aucuns ont pu croire alors au caractère soi-disant purement « tactique » d'une telle ligne — de même qu'au caractère seulement « tactique » des professions de foi anticomunistes et antisocialistes de la direction nationaliste — ils doivent se rendre compte aujourd'hui qu'il s'agissait bien là de la véritable **stratégie** de la bourgeoisie, de ses intentions réelles, de son idéologie véritable.

II. La phase post-coloniale :

Il faut distinguer là aussi deux périodes correspondant à deux stades d'évolution de la bourgeoisie.

Il en est de même des **nationalisations** et des **étatisations**. Entreprises par un Etat où la bourgeoisie est au pouvoir, elles signifient une **autre FORME d'appropriation par la bourgeoisie des moyens de production**. Opérées par un Etat où le prolétariat allié à la paysannerie a établi sa domination politique, elles prennent le sens d'une **véritable appropriation collective des moyens de production**.

A l'appui de ceci, nous rappellerons simplement que les nationalisations, les étatisations et les Plans ne sont nullement le lot exclusif des Etats Socialistes, mais qu'ils sont aussi pratiqués à bon escient par les pays capitalistes les plus notoires (France, Allemagne, Italie...).

En définitive, bien loin de constituer une rupture avec l'idéologie bourgeoise, l'idéologie destourienne n'est que l'**ADAPATION** de cette idéologie aux conditions présentes. **Politique de la classe dominante**.

La politique poursuivie par la classe dominante va illustrer plus que jamais le caractère de classe de l'Etat tunisien, son caractère foncièrement bourgeois.

1) Politique économique :

Qu'il s'agisse de la phase d'économie libérale ou de celle du dirigisme étatique, la doctrine de la classe dominante en matière économique va être invariablement : assurer le démarrage économique du pays, mais dans le **RESPECT des structures existantes, et sans toucher à ces structures**.

L'Etat bourgeois ne pouvait tolérer une autre politique qui, en promouvant un bouleversement radical des structures héritées de l'époque coloniale, aurait miné ses propres fondements.

A — Phase d'économie libérale :

Pendant cette phase qui va de l'Indépendance à 1961 (date d'entrée en vigueur du Plan), le rôle de l'Etat va surtout tendre à assurer les **meilleures conditions politiques** au développement de l'initiative privée. Il garantit les biens et les activités des gros possédants contre les masses démunies. Il fige la paysannerie pauvre à son niveau économique misérable. Il bloque et combat toute revendication du prolétariat. Il commence à rogner sur le patrimoine colonial au profit de la bourgeoisie bureaucratique en voie de développement. Il tente d'entretenir le climat le plus favorable à une bonne symbiose économique entre la bourgeoisie traditionnelle et l'impérialisme français. Bref, tous ses actes tendent à empêcher toute remise en question des structures existantes et à perpétuer la domination de la bourgeoisie sur les classes opprimées.

Mais cette politique à courte vue conduisait la bourgeoisie à sa propre perte. La situation économique se dégradait de plus en plus ; l'initiative privée recherchant le profit immédiat, « négligeait » le secteur industriel, et se cantonnait dans les activités

parasitaires ; le colonialisme continuait à drainer, à travers l'échange, les richesses du pays ; le chômage s'aggravait, le peuple commençait à murmurer. C'est ainsi que la bourgeoisie se trouva dans l'obligation de changer d'orientation. C'est ainsi qu'elle fut conduite au dirigisme économique.

B — Phase d'économie dirigée :

La politique dirigiste fut donc décidée, selon l'aveu même de Bourguiba, pour tenter de pallier à la carence et à l'échec de l'économie libérale.

— L'intervention de l'Etat visera ainsi désormais à suppléer l'initiative privée qui s'est avérée incapable de promouvoir un quelconque développement industriel dans le système économique libéral ;

— L'Etat tentera de protéger l'économie nationale contre l'exploitation néo-colonialiste que le libéralisme économique permettait largement ;

— Il cherchera à résoudre les problèmes du croît démographique et du chômage, restés sans solution dans le système précédent ;

— Bref, l'Etat tâchera d'assurer le « décollage » économique vital que la libre entreprise n'a pu assurer.

Il faut dire tout d'abord que si la politique dirigiste a pu être adoptée — malgré l'hostilité et les réticences de la bourgeoisie traditionnelle — c'est en raison :

■ D'une part d'un contexte politico-économique extrêmement défavorable à l'ensemble de la bourgeoisie, ce qui affaiblissait la capacité de résistance de ses fractions hostiles à la planification ;

■ D'autre part de l'hégémonie désormais bien établie de la bourgeoisie bureaucratique sur les autres fractions de la bourgeoisie.

Examinons à présent ce dirigisme étatique et ses moyens d'action. On peut dire que cette politique dirigiste — encore appelée « Socialisme » destourien — s'est donnée quatre instruments pour réaliser sa tâche : la Planification, les nationalisations, la coopération et l'aide étrangère :

Planification, nationalisation et coopération sont présentées comme des moyens « non bourgeois », des moyens « révolutionnaires », les moyens d'une orientation « socialiste » susceptibles de rompre le cercle vicieux du sous-développement. Mais en fait il n'en est rien.

Pour la **Planification**, nous avons déjà dit qu'elle n'était pas en elle-même un système économique, mais était seulement une forme d'organisation et de gestion d'un des deux systèmes économiques fondamentaux de notre époque, le socialisme et le capitalisme. Elle n'est donc pas une caractéristique exclusive des économies socialistes bien que ce soit en régime socialiste qu'elle donne le plein de son efficacité. La Planification ne peut donc servir de critère pour dédouaner l'Etat tunisien de son caractère bourgeois.

Il en va de même des **nationalisations** et de la **coopération**. Le système coopératif existe dans les pays capitalistes les plus notoires, et il prend dans ce cadre la forme de véritables sociétés par actions. Les nationalisations ne valent aussi que par l'Etat qui les pratique : intervenant dans un Etat socialiste elles prennent valeur d'une véritable appropriation collective des moyens de production, et profitent de ce fait aux classes dirigeantes de cet Etat, à savoir le prolétariat et la paysannerie ; intervenant dans un Etat bourgeois, elles profitent par le canal de l'Etat à l'ensemble de la classe qu'il représente à savoir la bourgeoisie. Et les nationalisations et la coopération pratiquées en Tunisie s'inscrivent dans cette dernière catégorie. A cet égard nous nous contenterons de citer les constatations d'une revue peu suspecte de partialité à l'égard du régime tunisien, à savoir la revue « Maghreb » (2) :

« Ainsi — écrit cette revue — il semble difficile d'atteindre les objectifs « socialistes » fixés par les dirigeants tunisiens d'autant plus que pour accélérer l'investissement industriel, les planificateurs favorisent par tous les moyens l'entreprise privée dans les secteurs les plus divers (...) Dans l'industrie, comme dans le commerce ou l'agriculture, cette politique aboutit fréquemment à freiner tout développement des coopératives de production ou des sociétés nationalisées ou, plus précisément, à réserver à ces dernières les secteurs économiques les moins rentables et les régions géographiques les plus défavorisées (...) Ainsi c'est à l'Etat que l'initiative privée laissera volontiers la charge de la prospection minière, de la création d'unités industrielles dans les régions les moins bien desservies, de l'implantation d'unités de production de petit format destinées à multiplier l'emploi, des coûteuses reconversions agricoles, etc. ».

A travers cette citation éclate de façon flagrante le caractère véritable, le caractère authentiquement de classe de la coopération et des nationalisations opérées par l'Etat en Tunisie, nationalisations et coopération pratiquées dans le seul but d'une meilleure gestion de l'économie bourgeoise, et pour la sauvegarde des intérêts essentiels de la bourgeoisie.

Si d'aucuns continuent malgré tout à voir une contradiction entre les nationalisations et le principe bourgeois du respect de la propriété privée, nous leur rappellerons que la contradiction n'est qu'apparente car non seulement les nationalisations par un Etat bourgeois ne sapent pas les fondements de la propriété privée, mais peuvent constituer dans

certaines circonstances particulières sinon la meilleure sauvegarde de cette propriété, du moins sa meilleure forme de gestion. Les nationalisations effectuées en Tunisie ont d'ailleurs porté soit sur le **secteur colonial** détenu par l'étranger, soit sur les **secteurs demeurés inefficients ou déficitaires** du fait de la carence de l'initiative privée. Il faut signaler à ce sujet que l'Etat a toujours exprimé son intention (3) de **remettre dans le circuit privé** tous les secteurs nationalisés aussitôt qu'il aura assuré leur décollage économique. Enfin, dernier argument et non des moindres, qui établit encore le caractère bourgeois de la politique économique et des nationalisations de l'Etat, c'est que si on étatisait volontiers en Tunisie, **on se garde bien par contre de promouvoir une réforme agraire**. Car si certaines étatisations ne lésent en rien les intérêts globaux de la bourgeoisie, la réforme agraire par contre remet en cause les fondements mêmes de la société bourgeoise.

Non seulement il n'est nulle part question de réforme agraire qui toucherait le million d'hectares de la bourgeoisie foncière, mais même les terres coloniales récupérées voilà plus de deux ans sont gardées bien à l'abri de la paysannerie déshéritée.

Peut-être l'Etat viendra-t-il un jour à cette réforme agraire, poussé par les événements ? A ceux qui le pensent ou le disent plus ou moins confusément nous voudrions simplement rappeler les **obstacles majeurs** qui se dresseraient sur la voie d'une telle évolution :

— Premièrement, le poids encore très important de la bourgeoisie traditionnelle ; dont la réaction sera autrement brutale et farouche contre tout acte de dépossession ; si elle a toléré en fin de compte la Planification — tout en continuant néanmoins à « ruer dans les brancards » — parce que la planification ne lésait pas ses intérêts vitaux ; elle réagira n'en doutons pas, à toute tentative sérieuse de réforme agraire **en provoquant une véritable crise du régime**. Mais devant une telle perspective, la bourgeoisie bureaucratique, a coup sûr reculera, et à plus forte raison si une telle réforme ne peut être décidée que sous la pression des événements, c'est-à-dire dans des **conditions dramatiques** où elle se trouve nécessairement **affaiblie**. Supposition extrême, la réforme agraire pourrait être décidée par la bourgeoisie bureaucratique si la situation est révolutionnaire et explosive, si le rapport des forces penche de façon décisive en faveur des classes opprimées. Mais dans ce cas extrême, dirions-nous, nous n'aurions pas besoin d'elle pour faire cette réforme ce cas extrême dirions-nous, nous n'aurions plus besoin d'elle pour faire cette réforme agraire, car « on n'est jamais si bien servi que par soi-même » ;

— Deuxièmement, il ne faut guère perdre de vue que la bourgeoisie bureaucratique **est elle-même liée à la propriété foncière**, de façon DOUBLE :

■ D'une part en tant que **possédante** de biens fonciers, ce qui la rend solidaire de la bourgeoisie traditionnelle dans le refus de toute réforme agraire authentique ;

■ D'autre part, en tant que **gestionnaire** du domaine de l'Etat, ce qui la rend hostile à toute réforme susceptible de soustraire à son contrôle ce domaine et partant de l'affaiblir en tant que classe ;

■ Troisièmement enfin, sa **dépendance croissante vis-à-vis du capital étranger et de l'impérialisme** lui dicte de préserver les structures agréées par l'impérialisme sous peine de se voir économiquement « étouffer ».

Disons enfin un mot de **l'aide étrangère**, autre moyen d'action du dirigisme étatique. Le besoin d'aide étrangère se fait sentir chez tous les pays en voie de développement à quelque régime qu'ils appartiennent. Mais ce qui distingue en ce domaine les régimes bourgeois des régimes socialistes, c'est que dans les premiers l'aide devient le moteur essentiel de tout développement, alors que dans les seconds elle ne vient qu'« aider » le démarrage économique dont le moteur essentiel est le bouleversement radical des structures traditionnelles. Dans le premier cas l'aide demeure non seulement peu efficace, mais contribue à aggraver de plus en plus la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme. Dans le second cas, elle accélère le processus de transformation socialiste du régime et partant son indépendance extérieure. En Tunisie, l'aide étrangère sans cesse croissante, et l'absence de réformes de structures, aliènent de plus en plus l'indépendance de la bourgeoisie vis-à-vis de l'impérialisme, et transforment les rapports colonialistes traditionnels entre la bourgeoisie traditionnelle et l'impérialisme **en rapports néo-colonialistes** entre la bourgeoisie bureaucratique et l'impérialisme. Le caractère bourgeois de la politique économique de l'Etat est ainsi plus éclatant que jamais.

C — Résultats de cette politique économique :

Là où la bourgeoisie a échoué, l'Etat bourgeois, — Etat de classe, Etat de la bourgeoisie — ne pouvait réussir. Car respectant les structures bourgeoises fondamentales, il perpétuait les conditions même de l'échec.

Certes, si le passage de l'économie libérale au dirigisme étatique a **amélioré les conditions de gestion de l'économie bourgeoise et confirmé la nouvelle bourgeoisie — bureaucratique et industrielle — dans ses privilèges économiques et politiques**, ce passage à un nouveau mode de gestion a été par contre un échec sur la voie du **développement économique et de l'amélioration du niveau de vie des masses opprimées**.

Voyons les faits. S'il est inutile de dresser un bilan de la période de libéralisme économique, les dirigeants officiels de l'Etat ayant eux-mêmes reconnu l'échec de cette période, nous allons par contre résumer brièvement les résultats acquis jusqu'ici par l'économie dirigée, par la politique planificatrice.

(3) Cf. « Perspectives décennales ».

1) Les « perspectives décennales » :

L'histoire économique récente de la Tunisie est dominée par la planification. Les « perspectives décennales » se proposent d'atteindre au bout de la période tracée le double objectif du démarrage économique et de l'indépendance économique. Ce double objectif est ainsi exprimé :

■ Assurer un revenu minimum de 50 dinars pour les plus défavorisés, ce qui implique une disparition parallèle du chômage ;

■ Atteindre cet objectif sans que l'aide étrangère dépasse 50 % des investissements nécessaires.

Ces deux objectifs seraient atteints grâce à :

■ l'accroissement annuel de 6 % de la production intérieure brute (P.I.B.) ;

■ La croissance de l'épargne intérieure qui atteindra 26 % de la P.I.B. au terme de la décennie.

Tels sont les projets, voyons les réalités.

Déjà en tant que projet, les « perspectives » sont l'objet de réserves sévères de la plupart des économistes étrangers. Ainsi s'exprime S. Amin dans son ouvrage : « L'Economie du Maghreb » :

« Si les « perspectives » pèchent franchement par irréalisme, c'est à notre avis tout d'abord dans le domaine démographique où l'on semble trop confiant sur les résultats d'une campagne de contrôle des naissances (...). Si le taux actuel devait se maintenir (2,2 % au lieu de 1,8 % prévus) en 1971 la population musulmane serait de 4,9 millions d'habitants (au lieu de 4,7 prévus). (...) Sur deux plans en outre, les « perspectives » nous paraissent appeler de très sérieuses réserves : tout d'abord il nous semble que l'objectif d'un revenu minimum de 50 dinars en 1974 exige un taux de croissance supérieur à 6 % par an. **ensuite il nous paraît évident qu'un taux de croissance même de 6 % par an seulement, exige un tel effort d'épargne locale que les options fondamentales du système doivent être révisées**, sans quoi les « perspectives » manqueront de cohérence financière et resteront pour cette raison irréalistes... »

Et pareille critique est loin d'être isolée. R. Dumont, entre autres, vient de nous en donner un autre exemple lors de son voyage récent en Tunisie.

2) Bilan du plan triennal (1962-64) :

Le plan triennal est venu confirmer d'une façon magistrale le bien-fondé de telles réserves. Ainsi les services de la comptabilité nationale tunisienne estiment que le **taux de croissance effectivement réalisé** au cours du plan triennal a été de **l'ordre de la moitié de celle initialement prévue** et celui de la **consommation privée de l'ordre du quart**. Cependant compte tenu de la diminution de la population non musulmane (dont la consommation par tête est élevée : 400 D. environ) on estime que la **consommation par tête** des musulmans (qui passent de 3,9 millions en 1960 à 4,3 millions en 1964) **demeure stagnante**. « On peut conclure — dit l'auteur déjà cité — que par rapport à l'objectif social du revenu minimum de 50 D., la période 1960-64 a été en **définitive négative** et qu'en 1964 on ne se trouve pas plus près de cet objectif qu'en 1960 ».

3) Plan quadriennal (1965-68) :

Malgré l'optimisme officiel de façade, le plan quadriennal ne se présente guère sous de meilleurs auspices. En effet, le taux d'accroissement des investissements qui était de 11,7 % pour la période 1960-64 ne sera plus que de 4,6 % pour les quatre prochaines années. D'autre part le coefficient du capital investi est toujours estimé à 4,5 comme dans les « perspectives » alors que le plan triennal a montré qu'il était de 9. Autrement dit on prétend obtenir du capital investi un accroissement de la P.I.B. deux fois supérieur à ce qu'il ne peut donner réellement. Enfin la part de l'aide extérieure dans le financement — qui devait décliner avec l'évolution de la planification pour répondre à l'objectif d'indépendance économique — est en train de parcourir le chemin inverse. L'apport extérieur net qui ne représentait en 1960 que 31 % des investissements en a fourni en 1964 environ 50 %. Et le plan quadriennal prévoit une **participation extérieure égale à 50% des investissements BRUTS, donc largement supérieure au taux initialement fixé par les « perspectives » qui est de 50 % maximum des investissements NETS.**

De telles perspectives ne peuvent que conduire aux conclusions les plus pessimistes : « Sachons que si les tendances actuelles doivent se perpétuer — écrit l'auteur de « L'Economie du Maghreb. » — dans l'hypothèse mettons où la croissance de la production ne dépasserait pas 4 % l'an, et où celle des dépenses administratives serait de l'ordre de 5 %, vers 1968-70, les besoins d'aide extérieure de la Tunisie seraient non pas de l'ordre de 56 millions mais de l'ordre de 80 millions destinés à couvrir 70 % des investissements, car la capacité publique d'épargne serait nulle et la capacité d'autofinancement des entreprises sensiblement réduite. **Le double objectif du revenu minimum de 50 D. et de l'indépendance économique devrait alors être définitivement abandonné.** »

Le double résultat du dirigisme étatique sous l'égide de la bourgeoisie a été ainsi jusqu'ici la stagnation du niveau de vie des masses déshéritées et l'aggravation de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

La raison en revient — répétons-le encore — à l'incapacité de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois à promouvoir les tâches essentielles de la révolution démocratique bourgeoise, et en premier la réforme agraire et l'industrialisation. Car dans un pays à majorité paysanne, seule une réforme agraire radicale introduirait cette masse dans la production, et par contrecoup dans le circuit de consommation et fournirait ainsi le marché intérieur indispensable à tout développement industriel. Que la réforme agraire soit la condition indispensable à tout démarrage économique n'est pas une pure profession de foi marxiste, mais constitue une donnée première reconnue même par les économistes bourgeois.

Ainsi relève-t-on dans un article de la revue « Maghreb » consacrée à la Tunisie (4) :
« Il n'est question ni de réforme agraire, ni de limitation de la surface des grandes propriétés et des grandes locations qui constituent pourtant l'un des plus gros obstacles à toute intensification et à toute diversification réelle des activités de base ».

De même peut-on lire dans une autre revue « Développement et Civilisation » (5) :

« Mais le problème posé par les terres de colonisation subsiste. Sera-t-il l'occasion propice pour une réforme agraire véritable susceptible de résoudre ou d'atténuer les déséquilibres structurels de l'agriculture et de l'économie tunisiennes ? »

2) Politique sociale : Rapports avec les autres classes :

La politique sociale de l'Etat c'est-à-dire de la classe dominante va se refléter à travers ses rapports avec les autres classes de la société et son attitude vis-à-vis d'elles :

A — La petite-bourgeoisie :

Il est essentiel de définir les rapports de cette classe avec la bourgeoisie, car la plus grande confusion règne à ce sujet. L'erreur communément commise est de croire que c'est la petite-bourgeoisie qui est à la tête de l'Etat, que c'est la petite-bourgeoisie qui constitue la classe politiquement dominante. Or il n'en est rien. La petite-bourgeoisie est une classe intermédiaire, une classe moyenne, qui est incapable d'une politique indépendante. Il n'existe que deux classes fondamentales dans la société capables de politique autonome, car pourvues d'une idéologie autonome et jouissant d'un rôle déterminant dans la production : ce sont la classe bourgeoise et la classe ouvrière.

Si la petite-bourgeoisie a fourni au cours de la lutte nationale une majeure partie de la direction nationaliste, si elle a fourni du même coup une partie de la direction politique du pays au lendemain de l'indépendance, elle n'a pas pour autant fourni cette direction en tant que direction représentative de la petite-bourgeoisie, en tant que porte-parole des intérêts essentiels de la petite-bourgeoisie, mais en tant qu'éléments isolés, qui se sont détachés de leur classe d'origine, qui se sont hissés au niveau de la bourgeoisie, s'y sont incorporés, l'ont transformée et lui ont imposé leurs nouvelles lois.

Ceci est facile à vérifier. Nous avons déjà vu que la direction politique de l'Etat, issue en majorité de la petite-bourgeoisie a toujours pratiqué et continue à pratiquer une idéologie et une politique fondamentalement bourgeoises. Il est aisé de constater que la petite-bourgeoisie depuis fort longtemps ne reconnaît plus la direction politique actuelle comme sa propre direction. Dans la foulée de l'Indépendance, et notamment avec l'occupation de l'appareil bureaucratique d'Etat, elle a pu penser que la direction issue de la lutte était sa propre direction, qu'elle défendait ses propres intérêts, et c'est pourquoi pendant toute une période elle a appuyé cette direction — et partant toute la bourgeoisie — et lui a accordé son soutien. Cependant dès les premières difficultés économiques de la bourgeoisie, difficultés que celle-ci tenta de faire supporter par les autres classes — y compris la petite-bourgeoisie — cette dernière commença à se détacher de la bourgeoisie, à la critiquer voire à s'y opposer. Malgré la politique de la bourgeoisie qui tenta malgré tout — malgré ses difficultés — à continuer à se concilier le soutien de la petite-bourgeoisie (prêts pour la construction de villas, l'achat de voitures, suremploi administratif...), celle-ci ne cessait de se détacher d'elle car leurs intérêts respectifs s'opposaient de plus en plus ; cette opposition a culminé — de façon claire et évidente pour la première fois — vers les années 60-61, à la veille de « l'affaire » de Bizerte et de la planification. C'est alors qu'on assista pour la première fois depuis l'indépendance à l'isolement total de la bourgeoisie qui s'est vu retirer le soutien traditionnel de la petite-bourgeoisie. Depuis lors, la petite-bourgeoisie n'a plus jamais accordé son soutien actif à la bourgeoisie. Son attitude va désormais osciller entre la neutralité indifférente et l'opposition passive.

La politique de planification n'était pas pour améliorer leurs rapports. La petite-bourgeoisie est l'une des classes les plus touchées par le dirigisme économique et les plus mécontentes de cette politique. Sa couche supérieure — fonctions libérales, commerçants aisés, couche inférieure de la bureaucratie dirigeante — se voit de plus en plus ébranlée dans ses assises par un double processus :

— par le système coopératif, elle se trouve souvent éliminée de la production et reléguée dans le rôle de « rentier » voire de salarié ;

— En raison des nationalisations et de la coopération d'une part, de la faiblesse relative de ses moyens économiques d'autre part, elle ne peut plus — comme par le passé — accéder à la propriété des moyens de production devenus le domaine quasi exclusif de la bourgeoisie. Aussi tend-elle à perdre de plus en plus son caractère traditionnel d'épargnant, ce qui aggrave d'autant une épargne locale déjà bien compromise, et se lance-t-elle dans les dépenses importantes en biens de consommation durables ou périssables. Mais elle se

(4) Maghreb : n° 11, Sept.-Oct. 1965.

(5) Développement et civilisation : n° 22, Juin 1965.

heurte à ce niveau à la cherté et à la prohibition de l'importation des produits de luxe, d'où son attitude doublement frondeuse.

Sa couche inférieure — petits fonctionnaires, petits paysans, petits commerçants... — est sans cesse menacée par la prolétarianisation, voire la sous-prolétarianisation. La concurrence du secteur nationalisé et des sociétés mixtes ou privées, l'intégration forcée dans le système coopératif, le blocage des traitements et salaires, l'augmentation du coût de la vie, autant de facteurs qui minent sans cesse les bases de cette couche et l'acculent au déclasserement.

B — Le prolétariat :

La bourgeoisie a toujours considéré le prolétariat comme sa classe ennemie.

Durant la phase de lutte anticolonialiste, elle combattit avec acharnement l'idéologie de la classe ouvrière et le parti qui aurait dû être le sien, le parti communiste. Elle essaya de se subordonner le syndicat des travailleurs — l'U.G.T.T. — et de lui faire jouer un rôle d'appoint. Au lendemain de l'indépendance elle n'eut de cesse qu'elle n'ait disloqué l'organisation syndicale du prolétariat, et qu'elle n'ait amené l'U.G.T.T. à se soumettre et à se démettre. Tout récemment encore, elle tenta de dissoudre purement et simplement ce syndicat — et de le remplacer par des cellules professionnelles destouriennes — car elle ne pouvait supporter davantage même une caricature d'un syndicat pourtant complètement inféodé. Tous les groupes politiques de gauche qui tentent d'une façon pourtant toute velléitaire de refléter et d'exprimer le programme autonome et les intérêts propres du prolétariat sont l'objet d'une haine farouche de la part de la bourgeoisie.

De même que sur le plan politique et idéologique la bourgeoisie essaie par tous les moyens de détruire le prolétariat en tant que classe, de même sur le plan économique, la politique de la bourgeoisie ne contribue guère au développement et au renforcement social d'une classe ouvrière faible et morcelée. L'absence de développement économique a pour tribut la stagnation du niveau de l'emploi. Cependant même dans les cas où, dans le cadre de la politique planificatrice, l'accent mis sur l'industrie contribue à un certain renouvellement ou un certain élargissement du prolétariat, ce renouvellement fait à partir d'éléments de la campagne, sans traditions politico-syndicales, introduit au sein du prolétariat un facteur de déséquilibre de classe et de dissolution de la conscience de classe, hautement défavorables.

La classe ouvrière ne pourra surmonter ces handicaps et résister aux assauts incessants de la bourgeoisie, que si ses secteurs traditionnels, éduqués et avertis de leurs intérêts autonomes de classe, arrivent à « digérer » les éléments nouveaux qui viennent grossir ses rangs et s'acheminent avec eux vers la conscience de classe qui trouve son expression achevée dans l'**organisation consciente du prolétariat**, étape indispensable à son affranchissement.

C — La paysannerie pauvre :

Cette classe, pourtant majoritaire dans la nation, est demeurée **marginale** à la vie économique du pays. La carence de la bourgeoisie devant les réformes de structures, et en particulier devant la réforme agraire, a condamné la paysannerie pauvre à continuer à vivre en circuit fermé, en économie d'autosubsistance. En dehors d'un secteur très limité, touché par le système coopératif dans le sens le plus souvent d'une aggravation de la prolétarianisation ou du chômage, elle demeure dans son ensemble davantage sensible aux aléas des conditions naturelles qu'à toutes les politiques économiques mises en avant jusqu'ici par le régime. Bien que marginale économiquement, ou parce que marginale économiquement, la paysannerie pauvre n'en est pas moins présente politiquement ; et ses soubresauts épisodiques inquiètent d'autant plus le pouvoir d'Etat bourgeois qu'il ne peut lui offrir de solution de rechange. Cette solution de rechange, seul le prolétariat peut la lui fournir, et c'est pourquoi il est doublement l'objet de haine de la bourgeoisie et doublement son ennemi de classe.

D — Le sous-prolétariat :

La masse déjà fort substantielle de l'armée des chômeurs n'a cessé de s'amplifier depuis l'indépendance. Pourtant conscients du grand danger que recèle cette armée de sans-travail, facteur colossal d'instabilité sociale, la bourgeoisie a tenté, mais en vain, de résoudre le problème de l'emploi. La planification et le « développement » industriel qu'elle implique ne sont guère prometteurs sur le plan de l'emploi. Ainsi, l'analyse du projet du seul plan quadriennal révèle par exemple que celui-ci ne prévoit la création que de 57.000 emplois nouveaux, alors qu'il en faudrait officiellement **plus du double** pour résorber la seule main-d'œuvre arrivant à la production au bout de la quadriennie, **compte non tenu du chômage existant et de la main-d'œuvre féminine**. Les « chantiers nationaux », moyen à peine déguisé pour distribuer une maigre allocation de chômage afin d'éviter de terribles explosions, ne sont qu'un palliatif très immédiat, qui laisse entièrement en suspens les perspectives d'avenir. Mais en créant ces « chantiers » la bourgeoisie **regroupe ses propres antagonistes** : le regroupement des sans-travail, leur concentration aux abords des centres urbains, leur introduction partielle dans le marché, constituent autant de pré-conditions qui peuvent permettre au sous-prolétariat d'acquérir les rudiments de l'organisation — fût-ce au niveau le plus bas — facteur qui pourrait transformer le sous-prolétariat, de troupe de réserve de la bourgeoisie, en une arme redoutable retournée contre elle.

3) Politique extérieure :

Comme on l'a dit à juste titre, la politique extérieure n'est que le prolongement de la politique intérieure.

Et c'est sous cet aspect que nous l'envisagerons. La nature de classe de l'Etat bourgeois va se révéler ici dans toute sa splendeur. Engagé sur le plan intérieur dans une politique globalement conservatrice, l'Etat « préfère » grever au besoin son indépendance vis-à-vis de l'étranger, plutôt que de voir cette politique échouer. Car si l'échec d'une telle politique conservatrice peut entraîner sa disparition, l'hypothèque de son indépendance « raffermi » ses positions à l'intérieur. Ainsi si l'aide dispensée par l'impérialisme aggrave la dépendance de l'Etat vis-à-vis de ce dernier, elle lui permet par contre de subsister et de durer. Si cette aide venait à manquer les fondements de l'Etat pourraient s'en trouver ébranlés. La constance de la bourgeoisie tunisienne va être la **sollicitation de l'alliance et de l'aide de l'impérialisme** pour la bonne application de sa politique de classe.

Son alliance avec l'impérialisme américain qui lui fournira l'aide économique la plus substantielle, va conduire la bourgeoisie dans le sillage politique de ce dernier : ainsi le soutiendra-t-elle dans sa politique au Congo, dans son agression au Vietnam ; ainsi lui fournira-t-elle la base de Bizerte comme chantier naval pour sa VI^e Flotte en Méditerranée... Son désir de renouer les relations économiques avec la France procède de sa politique intérieure de maintien des structures coloniales traditionnelles qui perpétuent l'exportation des matières premières et l'importation des produits industriels. Dans ce type d'échanges, impérialisme français et bourgeoisie tunisienne trouvent leur compte au détriment de leurs classes opprimées respectives. Au colonialisme elle substitue le **néo-colonialisme** ; à la « solidarité nationale » et à « l'intérêt national » qu'elle prône tant, elle oppose de fait sa solidarité de classe avec les bourgeoisies étrangères, et son intérêt de classe lié à l'impérialisme.

FORME DE L'ETAT TUNISIEN

S'il est vrai qu'il est avant tout essentiel et primordial de déterminer et de connaître la **NATURE** de l'Etat — cette « machine d'oppression d'une classe par une autre » — il n'en est pas moins vrai qu'il est aussi important de connaître la **FORME** de cet Etat, c'est-à-dire la **forme** de cette « machine d'oppression ».

L'Etat bourgeois a revêtu au cours de son histoire **trois formes essentielles** de domination : la **démocratie parlementaire**, le **bonapartisme** et le **fascisme**.

■ **La démocratie parlementaire** a été le régime de la bourgeoisie occidentale au cours des phases de la libre entreprise sans frein. Cette démocratie n'a pu être imposée que par une **révolution** : la révolution de la bourgeoisie en lutte contre la féodalité. Ce régime est donc propre aux bourgeoisies industrielles développées. Dans les pays « arriérés » tel que le nôtre, où les bourgeoisies arrivées à un stade tardif du développement capitaliste — le stade **impérialiste** — se sont révélées incapables d'assumer leur tâche historique, celle de la révolution démocratique bourgeoise, un régime de démocratie parlementaire ne peut exister et constituerait un non-sens. Il suffit pour s'en convaincre de se pencher sur le cas de la Tunisie, pour constater que la démocratie est un mot purement formel, une clause de style, et cela malgré certaines apparences de la démocratie : Parlement, municipalités, suffrage universel...

■ **Le fascisme** a été un régime particulier du grand capital qui dans une phase de crise aiguë du capitalisme, a permis de résoudre cette crise au grand avantage de la bourgeoisie et par la destruction violente et brutale de la classe ennemie, le prolétariat. Ce régime ne peut donc être celui des faibles bourgeoisies sous-développées, même si ces dernières ont pu emprunter au fascisme certaines de **ses méthodes de lutte violente**.

■ Reste enfin le **régime bonapartiste** — régime de la bourgeoisie industrielle à certaines phases de son développement — régime adopté presque partout par la bourgeoisie sous-développée pour les raisons que nous allons voir.

Définition du bonapartisme.

La définition marxiste du bonapartisme, dans son sens le plus large, est celle d'une **dictature exercée par l'appareil d'Etat ou une bureaucratie, dont l'autocratie militaire n'est qu'une forme particulière**. Selon le marxisme, il y a essentiellement bonapartisme lorsque l'Etat ou le pouvoir exécutif deviennent **politiquement indépendants** de toutes les classes sociales et imposent à la société leur suprématie absolue. Voici ce qu'a écrit Engels à ce sujet :

« ... L'Etat représentatif moderne est un instrument d'exploitation du travail salarié par le capital. Il y a pourtant à titre d'exception, des **périodes où les classes en lutte atteignent un équilibre de force** tel que le pouvoir d'Etat acquiert pour un temps **une certaine indépendance à l'égard de ces deux classes**, comme un **semblant d'arbitre** entre elles. (...) Telle la monarchie absolue des 17^e et 18^e siècles, le bonapartisme du premier et du second Empire en France, Bismarck en Allemagne. »

Commentant cette définition, Lénine écrit :

« Tel, ajouterons-nous, le gouvernement Kérenski dans la Russie républicaine, après qu'il a commencé à persécuter le prolétariat révolutionnaire, dans un moment où les So-

viets, par suite de la direction des démocrates petits-bourgeois sont **DEJA** impuissants, et la bourgeoisie pas **ENCORE** assez forte pour les dissoudre purement et simplement ».

Ainsi d'après les classiques du marxisme, l'essence du bonapartisme est une et univoque: c'est la dictature de l'**appareil d'Etat devenu politiquement indépendant** des deux classes antagonistes de la société en raison de l'existence d'un **équilibre de forces** précaire entre ces deux classes ; les moyens de cette dictature pouvant varier et constituant ainsi seulement un des **attributs** du bonapartisme. Il n'y a donc pas lieu de choisir entre telle ou telle définition du bonapartisme car il n'y en a qu'une, et s'il est arrivé à certains théoriciens du marxisme, tel Trotsky, de parler de **multiples formes de bonapartisme** (tel le bonapartisme jeune et le bonapartisme vieillissant, le bonapartisme offensif ou le bonapartisme défensif...) ou d'utiliser le terme de bonapartisme pour qualifier le **régime politique** d'un Etat ouvrier — le régime stalinien — c'est toujours en se référant à l'essence de la notion de bonapartisme qu'il l'a fait, c'est en ne perdant jamais de vue cette essence.

Nous insisterons particulièrement sur un des éléments de la définition du bonapartisme, à ne jamais perdre de vue à savoir que l'**indépendance de l'Etat** à l'égard des deux classes antagonistes de la société — la bourgeoisie et le prolétariat — est une indépendance **SEULEMENT POLITIQUE**, et que l'Etat bonapartiste **demeure socialement l'Etat de la classe économiquement dominante**, c'est-à-dire l'Etat de la bourgeoisie en régime bourgeois, l'Etat du prolétariat en régime socialiste.

LE REGIME BONAPARTISTE TUNISIEN

En quoi cette définition du bonapartisme s'applique-t-elle à la **forme politique** du régime en Tunisie ? En quoi le régime politique en Tunisie est-il bonapartiste ?

■ Premièrement il existe en Tunisie une **dictature d'un appareil bureaucratique** — s'exerçant surtout à travers l'appareil du Parti — **appareil qui s'est placé au-dessus de toutes les classes**, qui exerce sa dictature apparemment aussi bien sur la bourgeoisie que sur le prolétariat, qui frappe tantôt l'une tantôt l'autre de ces classes, qui n'épargne aucune de ces classes. Ainsi par exemple pour l'application de sa politique planificatrice, l'Etat frappe aussi bien la bourgeoisie qui s'oppose au système coopératif que le prolétariat qui revendique et entre en grève ;

■ Deuxièmement il existe en Tunisie depuis l'indépendance une **situation d'équilibre entre les classes**, héritée du colonialisme :

— D'une part la **bourgeoisie** traditionnelle discréditée politiquement et relativement faible économiquement ; la nouvelle bourgeoisie carente devant sa tâche historique de lutte contre le sous-développement, **ne sont pas à même d'imposer directement et ouvertement leur domination politique** aux autres classes de la société ;

— D'autre part les **classes opprimées** demeurées dans une situation sociale désastreuse, recèlent un potentiel explosif redoutable, **mais manquent de direction**.

C'est sur cet état d'équilibre que s'est instaurée la dictature politique de l'appareil bureaucratique, que s'est érigée l'indépendance politique de la bureaucratie, que s'est instauré le bonapartisme tunisien. Etabli sur cet équilibre, l'Etat bonapartiste joue ainsi un rôle « **d'arbitre** » entre la **bourgeoisie** (et plus particulièrement sa fraction traditionnelle) et la **petite-bourgeoisie d'une part**, et les **classes opprimées d'autre part**. Frappant tantôt à droite, tantôt à gauche, il apparaît à la fois comme le garant de la propriété privée et des fondements de la société bourgeoise et comme le promoteur du « développement économique » et du « progrès social ». C'est cet aspect **DOUBLE** de l'Etat bonapartiste — **défense réelle** des intérêts d'une classe, et **défense apparente** des intérêts de toutes les classes — qui jette souvent un voile sur la nature bourgeoise véritable du régime tunisien, et laisse parfois perplexe une partie de la gauche.

La **fonction historique** du bonapartisme tunisien — comme celle de tout bonapartisme en pays sous-développé — est de maintenir la domination d'une bourgeoisie incapable de le faire directement, parce que faible et carente, sur des classes opprimées en instance permanente d'explosion, dans le contexte d'une situation économique sans issue.
Les instruments du bonapartisme tunisien.

Pour sa dictature chaque bonapartisme dispose, selon le lieu et la période, de l'un ou l'autre des multiples instruments de domination. Le bonapartisme tunisien dispose pour sa part, surtout d'un homme, d'un Parti, d'une bureaucratie, mais aussi d'une Police et d'une armée.

■ **L'homme, c'est bien sûr Bourguiba**. Cet homme s'est imposé comme le bonaparte tunisien grâce à son passé prestigieux pendant la lutte nationale. Avoir un homme qui pour cette raison peut canaliser la confiance politique des classes déshéritées, est un atout majeur pour la bourgeoisie. C'est pourquoi cette classe n'hésita pas à se dépouiller de ses prérogatives politiques au profit de cet homme. C'est pourquoi le bonaparte arrive à concentrer entre ses mains la quasi totalité du pouvoir. C'est ainsi qu'il s'élève au-dessus de la bourgeoisie et au-dessus même de son appareil bonapartiste. Tout l'édifice repose désormais en grande partie sur lui : c'est là à la fois la force et la faiblesse du système. C'est là la force du système tant que le bonaparte est prestigieux et présent. C'est là sa faiblesse, si le bonaparte venait à perdre son crédit ou à disparaître.

■ **Le Parti**, c'est le **Parti « socialiste » destourien (P.S.D.)**. L'importance de l'appareil de ce parti en tant qu'instrument essentiel de la domination bonapartiste, tient au rôle qu'il a joué dans la lutte de libération nationale. Structuré dans cette phase, prenant le pouvoir après l'indépendance, il **tient d'avoir gardé sa cohésion et sa puissance à l'autorité de son chef au sein de l'appareil bonapartiste**. Bourguiba, le bonaparte du régime, l'homme « fort » de l'Etat, ne pouvait trouver meilleur instrument pour établir son autorité et exercer son pouvoir que le parti qu'il a lui-même forgé, en qui il a confiance, qu'il domine, et qui lui obéit comme un seul homme. C'est pourquoi le Destour constitue la clef de voûte de l'édifice bonapartiste en Tunisie ; ce qui ne modifie en rien ni la nature, ni le rôle, ni la fonction historique de ce bonapartisme.

■ **L'appareil bureaucratique** — dont l'appareil politique du P.S.D. constitue la pièce maîtresse — est l'autre instrument majeur du bonapartisme. Formé par la bureaucratie politique, administrative, syndicale, économique, militaire, policière... cet appareil étend ses tentacules sur toute la vie du pays constituant ainsi un moyen de domination peu commun.

■ **Quant à la Police et à l'armée**, si contrairement à d'autres bonapartismes leur rôle est amoindri par la suprématie de l'appareil politique, elles ne constituent pas moins des instruments fort importants entre les mains du bonapartisme tunisien.

ATTITUDE A L'EGARD DU REGIME

L'Etat étant un **instrument de domination de classe**, un instrument dans la lutte des classes ; l'Etat tunisien étant de **nature bourgeoise** — c'est-à-dire où la classe puissante, économiquement dominante est la bourgeoisie —, et de **forme bonapartiste** — c'est-à-dire où tout en étant indépendante politiquement de toutes les classes, il défend les intérêts d'une classe, la bourgeoisie —; la question que doit se poser tout révolutionnaire est celle de **l'attitude à adopter à l'égard de cet Etat, à l'égard de ce régime**.

A cette question il y a toujours deux réponses : celle du réformisme et celle de la révolution.

1) L'attitude réformiste :

L'attitude réformiste — dans ses modalités les plus diverses et ses expressions les plus variées — tend toujours en fin de compte à **réformer l'Etat bourgeois, à le transformer, donc à renoncer définitivement à la révolution**.

■ Certaines positions réformistes aboutissent à cette conclusion en partant d'**analyses erronées du rôle de la « bourgeoisie nationale »**. Celle-ci étant considérée à tort comme capable d'assurer les tâches de la révolution démocratique-bourgeoise, le rôle des révolutionnaires devient dès lors d'appuyer, durant cette phase, la fraction « avancée » de cette bourgeoisie, pour l'aider à vaincre son aile « arriérée » et accomplir la réforme agraire, l'industrialisation, la résorption du chômage... Ce n'est qu'une fois cette phase accomplie que le prolétariat entrera en scène pour la révolution proprement socialiste. Ainsi en attendant que la bourgeoisie accomplisse une tâche qu'elle ne peut accomplir, **on s'installe dans le régime bourgeois, on rejette la révolution aux calendes grecques, on abandonne en fait les objectifs de la Révolution socialiste**.

■ D'autres attitudes réformistes aboutissent à ces mêmes positions **en partant d'une confusion entre NATURE et FORME DE L'ETAT**. Oubliant au départ que l'Etat est d'abord un Etat bourgeois, ils ne retiennent que **sa forme bonapartiste** — qu'ils nomment ainsi ou non d'ailleurs — et dans cette forme bonapartiste elle-même, ils ne se fixent que sur son aspect « Etat politiquement au-dessus des classes et indépendant des « classes » ce qui va leur fournir la source de toute une argumentation sur :

— **L'Etat tunisien** qui n'est pas un Etat de classe « bien caractérisé puisqu'il est au-dessus des classes et frappe aussi bien la bourgeoisie que les classes opprimées ».

— **La bourgeoisie tunisienne**, qui n'est pas une bourgeoisie comme les autres, qui n'est pas une classe « bien définie qu'il est à peine juste de qualifier comme telle, qu'il est plus correct dans ce cas particulier de parler de « éléments bourgeois »... »

— **Les possibilités pour la gauche** dans le cadre d'un tel régime « flou », mal « défini », en « remaniement perpétuel », d'agir efficacement, « d'orienter » et de « faire basculer » finalement le régime dans le socialisme.

Ces positions comme les précédentes aboutissent à la collaboration avec le régime et à l'abandon de la révolution.

■ Il est enfin une autre position, opportuniste celle-là qui aboutit aux mêmes résultats en **partant d'une confusion entre la stratégie et la tactique**. Perdant de vue que l'objectif de tout mouvement révolutionnaire est la **destruction de l'appareil de domination de la bourgeoisie**, à savoir l'Etat, et oubliant que le **Parti destourien est la pièce maîtresse de cet appareil de domination**, les promoteurs de cette position préconisent l'intégration dans ce Parti des éléments révolutionnaires, tactique prétendent-ils destinée à lutter contre l'appareil d'oppression de l'intérieur. Mais c'est le puissant appareil politi-

que de la bourgeoisie qui se saisit de ces révolutionnaires connus comme tels, **les digère ou les discrédite** et les rejette devant les masses à **l'état de cadavres politiques**. Ils peuvent toujours vouloir s'organiser de façon indépendante ailleurs, mais à quoi servirait une organisation d'éléments moribonds à jamais discrédités ?

Une telle position, non seulement dilapide les éléments révolutionnaires, mais démoralise les masses qui ne peuvent y voir qu'une collaboration avec l'ennemi de classe et aboutit en fin de compte à perpétuer la domination bourgeoise.

2) L'attitude révolutionnaire :

Partant de cette donnée première que l'Etat est une arme dans la lutte des classes, qu'il est un instrument de domination de classe, l'attitude révolutionnaire conséquente a toujours été que si l'on projette de mettre fin à cette domination, il n'est qu'un moyen c'est la **DESTRUCTION de cet appareil d'Etat** et son **REPLACEMENT (et NON sa transformation) par l'Etat des classes opprimées**. Viser à travers tous ses actes politiques la destruction de cet appareil d'oppression, tel est et doit être l'objectif de tout élément et de toute organisation révolutionnaires.

Pour atteindre cet objectif la lutte doit être menée inlassablement et parallèlement sur plusieurs plans :

— **Sur le plan idéologique**, le militant révolutionnaire doit, par la propagande et l'agitation, **s'opposer à la pénétration de l'idéologie bourgeoise dans les classes populaires** et combattre les méfaits de cette idéologie au sein de ces classes. Il doit sans relâche **développer l'idéologie autonome du prolétariat** afin de faire reprendre conscience à la classe ouvrière de sa réalité de classe.

— **Sur le plan politique** une lutte sans relâche doit être entreprise pour **combattre dans tous les domaines les manifestations concrètes de la domination** de la bourgeoisie.

— **Sur le plan organisationnel** enfin, un travail incessant doit être mené pour aboutir à **l'organisation consciente autonome du prolétariat**, à la **construction du Parti politique d'avant-garde** qui permettra de monter à l'assaut de la citadelle bourgeoise, de la détruire et de la remplacer par l'Etat des ouvriers et des paysans.



AU MOYEN- ORIENT

LA LUTTE DOIT CONTINUER

« Nous avons reçu d'un de nos camarades l'article suivant sur les leçons de la crise du Moyen-Orient. Cette tentative immédiate de faire le point, nous a semblé utile à publier, car nous y retrouvons nombre de nos préoccupations. Cependant, il reste indispensable de procéder à une analyse plus approfondie de la crise et des leçons à en tirer. Notre groupe s'y emploie actuellement et publiera prochainement son point de vue d'organisation sur la question ».

La première phase du combat est terminée. Les pays Arabes ou du moins ceux parmi eux qui avaient effectivement pris part au conflit, ont, il faut avoir le courage de le reconnaître, perdu la bataille sur le plan militaire

Est-ce à dire qu'ils ont perdu la guerre, que la lutte est terminée et qu'ils doivent désormais se cantonner dans une politique de recueillement ?

Une telle attitude ne peut que traduire un manque de confiance dans les peuples et pourtant un mépris des masses populaires arabes aujourd'hui plus que jamais unanimement déterminées à lutter contre l'impérialisme et ses instruments : le sionisme et la réaction interne. Une semaine de combat a suffi pour créer, à travers le monde arabe une prise de conscience anti-impérialiste. Les progressistes arabes ne doivent pas sous-estimer cet élément nouveau ; il s'agit maintenant pour eux de prendre toutes leurs responsabilités. C'est de leur manière d'apprécier la situation de canaliser le mouvement des masses, de galvaniser leur énergie que dépendra le sort des peuples arabes, et, au-delà des peuples arabes, il n'est pas exagéré de le dire, de tous « les damnés de la terre ».

Et d'abord il faut tirer les leçons des derniers événements pour agir avec plus de vigueur et d'efficacité sur la situation présente.

La première leçon à dégager c'est la détermination des puissances impérialistes à liquider tout régime progressiste, à mettre en garde et à décourager toutes les forces révolutionnaires qui menacent leurs intérêts partout à travers le monde. Il est en effet actuellement assez clair que, si les sionistes ont remporté la victoire sur le plan militaire c'est parce que les puissances impérialistes en l'occurrence les Etats Unis et la Grande Bretagne ont mis à leur disposition tous les moyens nécessaires en vue de se débarrasser des régimes égyptien et syrien considérés comme dangereux pour leurs intérêts notamment pétroliers au Moyen-Orient.

Cette intervention des puissances impérialistes s'inscrit d'ailleurs dans le cadre d'une stratégie tracée à l'échelle mondiale.

Face à la montée des forces progressistes les puissances impérialistes ont en effet passées à l'offensive. Elles ont liquidé les régimes anti-impérialistes de l'Indonésie et du Ghana et barré la route en Grèce à l'avance des forces démocratiques. Elles continuent encore à mener une guerre cruelle contre les peuples du Vietnam, d'Aden et d'Amérique Latine.

La deuxième leçon à dégager c'est qu'il faut clarifier la situation, éclaircir le concept, jusque là exploité par la réaction, de la fraternité arabe, et dénoncer tous ceux, parmi les dirigeants arabes, qui pour défendre des intérêts égoïstes d'une manière directe ou indirecte, continuent encore aujourd'hui d'entretenir de bonnes relations avec les puissances impérialistes, blanchissant, au besoin leur attitude devant l'opinion publique.

Il est bon de rappeler à ce sujet que les seuls régimes visés par les puissances impérialistes sont les régimes progressistes syrien et égyptien et que l'aviation américano-anglo-israélienne s'est acharnée essentiellement sur l'Égypte et la Syrie. La Jordanie constitue, il est vrai, une rare exception. Il s'agit ici de décourager le peuple palestinien cantonné dans ce pays, et de satisfaire les visées expansionnistes du sionisme sans pour autant mettre en cause le régime Rachémite.

L'alliance de l'impérialisme et du sionisme et la complicité de la réaction interne deviennent dès lors évidentes.

L'Etat sioniste d'Israël, fait colonial par sa présence et ses menées expansionnistes dans les pays arabes constitue un instrument parfait pour maintenir la domination impérialiste au Moyen-Orient, domination, faut-il le rappeler, aujourd'hui menacée par la montée des forces progressistes arabes et leur détermination à liquider l'impérialisme, le sionisme et la réaction interne.

Au sujet de la réaction arabe, certaines questions méritent d'être posées :

Où sont passées les armées de certains Etats arabes, qui sous la pression de leur opinion publique ont fait semblant de mobiliser toutes leurs forces ? S'agit-il d'une simple parade militaire effectuée à travers leurs territoires respectifs pour tromper encore une fois les masses populaires unanimement déterminées à lutter contre l'impérialisme et le sionisme ?

Pourquoi ces mêmes Etats n'ont pas rompu leurs relations diplomatiques avec les Etats Unis et la Grande Bretagne en dépit de la collusion de ces deux puissances impérialistes avec les sionistes ? Est-ce un simple hasard si ce sont les mêmes Etats qu'appuient les agressions des puissances impérialistes contre le peuple vietnamien, qui leur permettent d'exploiter les richesses étrolières arabes et de construire sur leurs territoires des bases qu'on utilise au besoin contre les peuples arabes ?

Sur ce point la situation devient assez claire. Les masses populaires arabes, ont bien montré, en saccageant, dans leurs capitales respectives, les ambassades des Etats Unis et de la Grande Bretagne quels sont leurs véritables ennemis. Aux gouvernements arabes de choisir de se mettre du côté de leurs peuples ou de celui de son ennemi principal : l'impérialisme anglo-américain.

C'est sur cette base très claire que les progressistes arabes doivent aujourd'hui dénoncer tous les gouvernements arabes réactionnaires instruments de l'impérialisme et protecteurs de ses intérêts. Ils se doivent également de mobiliser les masses populaires sur des bases non moins claires : la récupération des richesses notamment pétrolières exploitées par les compagnies étrangères et la suppression de toutes les bases occidentales en territoire arabe.

Les peuples arabes ont en effet compris aujourd'hui quels sont leurs vrais ennemis et il devient désormais difficile de les convaincre de l'amitié anglo-américaine.

Il appartient aux progressistes arabes d'approfondir cette prise de conscience populaire, de lui donner un contenu authentiquement révolutionnaire, et de dénoncer clairement et vigoureusement auprès des masses, tous ceux qui continuent à collaborer avec les puissances impérialistes, ennemis jurés des peuples arabes. Et, les peuples, conscients, sauront prendre leurs responsabilités et se faire justice.

La troisième leçon qu'on doit dégager des derniers événements c'est que les petits peuples se trouvent, dans la lutte qu'ils mènent contre l'impérialisme, tragiquement seuls. Au Sud-Est asiatique, le peuple vietnamien, tient tête, seul à plus d'un demi million de soldats américains équipés de l'armement le plus moderne et le plus destructeur. Au Moyen-Orient, les peuples arabes ont affronté, seuls, l'impérialisme américano-anglo-israélien.

Les peuples ne doivent par conséquent plus compter, dans leur lutte armée contre l'impérialisme sur un secours venu de l'étranger ; ils doivent compter sur eux-mêmes et prendre conscience des limites de l'aide étrangère.

La quatrième leçon à méditer profondément c'est que la lutte pour le développement et le socialisme est intimement liée à la lutte contre l'impérialisme.

Il est en effet — et les derniers événements l'ont prouvé — illusoire de croire à la construction d'une société socialiste économiquement viable avant de venir à bout de l'impérialisme qui exploite les richesses notamment pétrolières du monde arabe et constitue un danger constant pour tout régime progressiste et un frein à tout progrès.

C'est pourquoi, à notre sens, la nationalisation des compagnies étrangères et la liquidation de toutes les bases occidentales en territoire arabe constituent un préalable à toute indépendance réellement sur le plan politique que sur le plan économique et à l'édification d'une société socialiste et développée.

En effet, tant que la situation actuelle subsiste, les régimes progressistes arabes ne seront jamais en sécurité ; ils seront acculés, de consacrer, encore une fois la plus grosse part de leurs budgets à leurs armées et ne pourront dans de telles conditions (de paix armée), nullement résoudre les problèmes combien innombrables et épineux qui se posent à leurs sociétés. D'ailleurs, rien ne garantit que les armées reconstruites au prix de tant de sueur, de sacrifice et de misère, ne seront pas de nouveau défaites dans les années à venir.

La leçon que les progressistes doivent en effet tirer de la dure épreuve que viennent de connaître les peuples arabes c'est que les petits peuples, abandonnés à eux-mêmes, ne peuvent pas résister sur un plan strictement militaire aux puissances impérialistes.

L'expérience vient de prouver d'une façon très claire, que les dépenses considérables consacrées par certains Etats arabes à leurs armées, en même temps qu'elles ont freiné une politique efficace de développement économique et social, se sont avérées inutiles.

Dans ces conditions, il devient évident que l'impérialisme est allié naturel du sous-développement et de toutes ses tares et que la lutte pour le développement et le socialisme doit inévitablement passer par la lutte contre l'impérialisme.

Ce principe admis, il appartient aux progressistes arabes de trouver les mots d'ordre clairs pour mobiliser les masses contre l'impérialisme et ses alliés le sionisme et la réaction. Appeler les masses à la guerre révolutionnaire sur des bases claires qui ne doivent souffrir aucune confusion ; telle est la seule voie qui mène à la victoire finale.

Il faut pour cela faire confiance aux masses populaires ; la prise de conscience s'accroîtra encore plus dans le combat. Et, grâce à la vigilance, l'abnégation et le sacrifice qu'exige cette lutte, des responsables capables de mener le peuple vers la victoire et le progrès se forgeront parmi les masses dans le feu des combats.

La lutte n'est pas facile ; elle sera longue et dure. On n'a pas vu de peuples perdre ou gagner une guerre contre l'impérialisme en une semaine ou un mois. Pour recouvrer sa dignité, le peuple algérien, a sept ans durant, mené une guerre acharnée contre l'impérialisme français. Le peuple cubain a également pendant longtemps combattu et continue à combattre l'impérialisme américain dont le siège n'est qu'à 150 km de son territoire. Le peuple vietnamien combat, depuis près de trente ans, les armes à la main, l'impérialisme et la réaction ; il a vaincu naguère l'impérialisme français, il assène aujourd'hui des coups répétés à l'impérialisme américain et son instrument la réaction vietnamienne.

De la même façon les peuples d'Amérique Latine et particulièrement ceux de la Bolivie de la Colombie, du Venezuela et du Guatemala ont commencé à porter leurs premiers coups à l'impérialisme yankee et son alliée la réaction interne.

L'impérialisme ne désarmera pas facilement ; mais l'Histoire travaille pour le progrès ; et, il s'agit maintenant d'accélérer sa marche ; à cette fin, la conjoncture est favorable. En effet, outre la prise de conscience impérialiste des masses arabes, l'impérialisme américain se trouve aujourd'hui exilé au Vietnam. En acculant l'impérialisme à se battre sur un autre front, les progressistes aideront à dégager le peuple vietnamien d'une partie des forces américaines et encourageront le front que des révolutionnaires sont en train de forger en Amérique Latine.

La seule façon de venir à bout de l'impérialisme, c'est d'élever contre lui, partout à travers le monde les masses populaires, provoquant ainsi selon l'expression du Commandant Ernesto « Che » Guerara la dispersion et portant l'affaiblissement de ses forces.

C'est en œuvrant dans ce sens que les progressistes arabes aideront leurs peuples à recouvrer leur liberté et leur dignité, à récupérer leurs richesses et à édifier une société socialiste d'où seront bannis à jamais toute exploitation de l'homme par l'homme et tout mépris de l'homme pour l'homme.

Cette société unie, disposant de toutes ses richesses, sera assez puissante pour libérer la Palestine usurpée par les sionistes, faire respecter et ses droits et ceux des autres peuples opprimés tant il est vrai que dans notre monde la justice et la dignité ne peuvent être rétablies que par la force.

Pour cela, les peuples arabes doivent avoir, jusqu'à la victoire finale pour devise :
La Patrie ou la mort. Nous vaincrons.

Pour être plus clair, plus précis et écarter toute confusion nous dirons : nous vaincrons l'impérialisme, ses instruments à savoir le sionisme et la réaction interne, ses tares c'est-à-dire le sous-développement et tout ce qu'il engendre à travers le monde d'humiliation, de misère et de désolation.

La victoire est-il besoin de le rappeler, ne se ra pas facile ; elle nécessitera — il faut en être pleinement conscient et prendre en conséquence toutes ses responsabilités — beaucoup de souffrance, de sueur et de sang.